

LA DÉSÉCURISATION COMME APPROCHE DE RÉOLUTION DE CONFLITS : LA
GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE (1990-1995), UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE

THÈSE DE MAÎTRISE
SOUmise À LA
FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

PAR
DANIEL LACROIX

SOUS LA DIRECTION DU
Dr MIGUEL DE LARRINAGA

POUR L'OBTENTION D'UNE
MAÎTRISE ÈS ARTS, SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITÉ D'OTTAWA
MARDI, 18 JANVIER 2011

1. REMERCIEMENTS

Cette thèse de maîtrise n'aurait pas vu le jour sans l'appui de quelques personnes, que je tiens à remercier. Premièrement à mon directeur le Dr Miguel de Larrinaga pour sa grande disponibilité, ces conseils donnés ainsi que pour la confiance qu'il m'a témoignée tout au long de ce projet.

Ensuite, au Dr Dominique Arel, pour son soutien ainsi que ses précieux commentaires et judicieuses suggestions lors de la définition de ce projet.

Également, à ma famille qui m'a encouragée de nombreuses façons tout au long de mes travaux de recherches.

Finalement, un merci spécial à mon épouse Danielle pour son soutien indéfectible dans la réalisation de cette thèse de maîtrise.

2. RÉSUMÉ

La guerre en Bosnie-Herzégovine a été scrutée à la loupe par une panoplie de grands auteurs de renommée afin d’y apporter un certain éclairage sur les raisons ayant conduit à sa fragmentation et de son actuel format. Pour la majorité de ces auteurs¹, le but escompté dans l’application de concepts ou de théories développées ou empruntées, est la plupart du temps un désir de trouver ou d’apporter des solutions applicables afin d’alléger la souffrance humaine ou encore de pouvoir mieux comprendre les enjeux politiques afin de les prévenir. Ce conflit des plus meurtriers a apporté un discours inflammatoire conduisant à des dérapages sur le terrain entre les diverses forces en présence, et ce, au détriment d’une population prise en otage par une poignée de décideurs politiques et de leurs élites de la sécurité (policiers, militaires, agences de renseignements, etc.) qui ne cherchaient qu’à décider individuellement des enjeux politiques ayant lieu.

Nous avons, nous aussi, voulu explorer ce conflit européen en espérant pouvoir mieux le comprendre tout en cherchant à apporter une certaine contribution. Pour ce faire, nous avons choisi de le faire par l’utilisation du cadre théorique de la sécurisation/désécurisation d’Ole Waever² et de sa recherche d’approfondissement par l’apport d’auteurs tels que : Aradau, Bigo, Booth, Buzan, De Wilde, Hansen et Huysmans. Une approche qui nous a permis de mieux comprendre comment une sécurisation à l’extrême, au travers d’un acte de langage (speech act), peut se développer jusqu’à apporter

¹ Voir la bibliographie.

² Les deux concepts d’Ole Waever de « securitization/desecuritization » posent problème lors de leur traduction en langue française. Or, pour ce faire nous avons utilisé les termes sécurisation/désécurisation comme traduction à être employée dans ce document. La définition précise de ceux-ci doit être prise dans l’explication qu’en fait Ole Waever dans : WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization », in Ronnie D. Lipschutz (dir.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 47-86.

la violence physique comme mode de résolution de différends. Un processus inquiétant qui soulève toute la question de la désécurisation comme approche d'euphémisation d'une menace afin de soustraire toutes tentatives de sécurisation de se développer ou d'être exploitées.

Dans cette étude de cas, par l'application de ce cadre théorique, nous avons eu un regard analytique et critique sur ce qui se fait tout en soulevant les difficultés inhérentes à ce processus de sécurisation/désécurisation. Une approche qui nous permet de mettre en lumière les éléments essentiels de ce cadre théorique tout en soulevant les acteurs en cause, l'objet référent menacé ainsi que l'auditoire soulevé lors d'une sécurisation. Le tout nous permettant de mieux comprendre comment une sécurisation peut s'imposer aux dépens de la désécurisation tout en faisant ressortir les forces, les faiblesses et les manquements de cette approche théorique qui est devenu avec le temps un apport incontestable pour toute étude de la sécurité.

Ainsi, par l'application de ce cadre théorique, comme mode d'analyse, nous avons été en mesure d'ouvrir la « boîte noire » qu'est l'État pour mieux saisir ces particularités et ces luttes de pouvoir. Une lutte de pouvoir qui se joue entre multiples acteurs qui ne peuvent être négligés dans toute situation sécuritaire. Conséquemment, cette approche nous a permis de déterminer des options de désécurisation souhaitables qui auraient pu être explorées afin de maintenir la stabilité politique de cet État en devenir.

À la lumière de cette étude de cas, nous sommes donc en mesure de dire que la désécurisation de la BiH comme approche fut une opportunité manquée.

Mots clés : sécurisation; désécurisation; espace politique; agir stratégique.

3. TABLE DES MATIÈRES

1. Remerciements	ii
2. Résumé	iii
3. Table des matières	v
4. Liste d'annexes	vii
5. Introduction	1
6. Revue littéraire	5
7. Le problème, la problématique, les questions de recherche et l'hypothèse soulevée	13
7.1. Problème général de recherche	13
7.2. Question spécifique	14
7.3. Hypothèse	15
8. Approche théorique et concepts utilisés	17
8.1. Concepts opératoires	17
8.1.1. Concept de sécurisation	18
8.1.2. Concept de désécurisation	20
8.1.3. Agir stratégique	21
9. La méthode utilisée	23
9.1. Implication testable de l'approche théorique	23
9.2. Collecte de l'information, traitement et analyse des données	24
10. Prologue de la guerre en BiH	27
11. Les résultats de la recherche	36
11.1. La sécurisation comme analyse de la construction étatique de la BiH	37
11.1.1. Introduction	37
11.1.2. Une question politique est soulevée et un référent est déterminé	37
11.1.3. Les acteurs de la sécurisation	42
11.1.3.1. Les premières élections libres de la BiH	43
11.1.3.2. La route de l'indépendance de la BiH	48
11.1.3.3. L'indépendance de la BiH	51
11.1.4. L'acte de langage et les mesures exceptionnelles	54
11.1.5. Conclusion	58

11.2. La désécurisation comme approche émancipatrice lors de la construction étatique de la BiH	59
11.2.1. Introduction	59
11.2.2. La prévention de la menace	61
11.2.3. L'isolement de la menace	67
11.2.4. Conclusion	71
12. La désécurisation de la BiH, une opportunité manquée	72
12.1. Introduction	72
12.2. La désécurisation de la BiH	73
12.3. Conclusion	78
13. Conclusion finale	79
14. Annexes	82
15. Bibliographie	101

4. LISTE D'ANNEXES

Annexe	Page
1. Liste des abréviations, sigles et acronymes	82
2. Liste des principaux intervenants	86
3. Chronologie des principaux évènements	89
4. Le plan opératoire de recherche	93
5. Les cartes entourant les principaux événements de la BiH.	94
6. La liste des rapports et les résolutions de l'ONU concernant les principales décisions entourant les évènements de notre étude de cas.	99

5. INTRODUCTION

Quoique les épisodes sporadiques de violence en BiH aient commencé le 6 avril 1992, le jour de sa reconnaissance étatique³, il demeure qu'officiellement cette guerre débuta le 20 juin 1992 lorsque «le gouvernement bosniaque a déclaré que le pays était officiellement en état de guerre»⁴. Une déclaration faite par un gouvernement élu démocratiquement et reconnu légitimement par une bonne partie de sa population, par la CE ainsi que par les États-Unis. Cette déclaration d'urgence, du gouvernement bosniaque, avait été décrétée le 6 avril 1992 au lendemain des premiers combats physiques entre la partie serbe (SDS) et la coalition croate (HDZ-BH) et musulmane (SDA) dans la région de Sarajevo⁵. Une avenue prise qui reposait principalement sur des divergences politiques existantes quant à la gestion future du nouvel État bosniaque qui devait prendre forme⁶.

Cette montée de la sécurisation est apparue par l'apport de politiques irréconciliables entre les trois principaux partis politiques ethnonationalistes ayant pris le pouvoir ainsi que par le discours de survie ayant pris forme quant à la menace existentielle qui reposait sur l'État de la BiH comme vecteur de survie politique à ces regroupements nationalistes. Cette approche ethnonationaliste avait eu pour effet d'exclure du débat, une opposition civique ainsi que certains acteurs politiques dans leur recherche de stabilité des enjeux politiques. Ceci menant vers des divergences politiques qui ont conduit à des épisodes de violence

³ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, P. 7.

⁴ Bien en avance de cette déclaration officielle, nous pouvions déjà noter, ici et là en BiH, des combats des plus violents apportant son lot de souffrance humaine. Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie : Purification ethnique et crimes de guerre*, Évreux, ARLÉA, 1993, 487 p. 47.

⁵ RAMET, Sabrina, *Balkan Babel: the Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to Ethnic War*, Colorado, Westview Press, 1996, pp. 41-47.

⁶ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave (1986-2003) : Les États-Unis et l'Europe Face aux Guerres Balkaniques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 197-252.

interethnique qui ont duré de 1992 jusqu'en 1995, et ce, sans possible retour en arrière⁷. Comme le mentionne David Campbell, il apparaît que les partis politiques ayant pris le pouvoir utilisaient un discours politique ethnonationaliste dans leur recherche d'homogénéisation et qui était non favorable à la cohésion et à la venue de consensus⁸. Leurs buts principaux étant la construction d'entité nationale autonome qui favorisa la fragmentation en trois espaces de délibération politique fondés sur l'appartenance ethnique (Bosniaque, Croate et Serbe) plutôt que nationale. Cette approche avait pour effet de marginaliser et d'exclure du débat politique, tous adversaires politiques, toutes organisations ou encore tous groupes de citoyens désireux de maintenir des activités politiques non violentes favorables au dialogue et à la désécurisation des enjeux politiques.

Pourtant, au départ, ces trois partis nationalistes bosniaques s'entendaient sur l'idée de mettre en place un gouvernement de coalition favorable à la construction et à la reconnaissance de la BiH comme entité d'une Yougoslavie tombante⁹. Quelques options possibles à une désécurisation avaient été tentées par une opposition civique, des organisations syndicales, des mouvements étudiants, certains médias non cooptés avec les partis politiques ethnonationalistes ou encore par la coalition SDA et HDZ de départ. Des tentatives qui favorisaient l'ouverture et la compréhension par la recherche de consensus¹⁰.

⁷ RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*.

⁸ CAMPBELL, David, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998.

⁹ Les partis de la coalition étaient dans une certaine mesure, en accord avec l'avènement de leur souveraineté comme entité politique. Le problème reposait surtout sur le lien avec la RFY.

¹⁰ Le consensus doit être compris comme le résultat provenant d'une démarche délibérative entre les différents acteurs en cause. Il ne s'agit pas de trouver la solution véridique et incontestable, mais bien de débattre des différentes possibilités et points de vue sur un enjeu politique, dans le but ultime de trouver la meilleure

Jusqu'à la dernière minute, certains opposants aux approches nationalistes ont essayé de faire valoir publiquement un discours alternatif que celui proposé par le SDA, le HDZ et le SDS en organisant des manifestations pacifistes le 5 et 6 avril 1992 à Sarajevo. Toutefois, ceux-ci furent écartés des enjeux lorsque des tireurs d'élite du SDS ont ouvert le feu sur la foule éliminant du même coup toutes tentatives de manifestations non supportées par l'un des camps nationalistes¹¹. Ces initiatives qui ont été entreprises par des acteurs non reconnus (ANR) auraient pu apporter des avenues souhaitables comme approche de désécurisation.

Toutefois, ce ne fut pas le cas, car le discours employé par les chefs politiques et leurs élites de la sécurité se basait sur un agir stratégique apportant ainsi son lot de différends ne pouvant se résorber. Le tout ayant conduit à une sécurisation afin de pallier la menace existentielle de la BiH, et ce, allant jusqu'à mettre en place des mesures d'urgence et d'exception qui s'inscrivaient en dehors des procédures politiques institutionnalisées existantes¹². Ainsi, la violence meurtrière comme principal moyen d'influencer les décisions politiques est venue se substituer aux débats verbaux existants. Le tout faisant disparaître un espace politique de négociation, si nécessaire au maintien du compromis et de la stabilité politique.

Cette approche de sécurisation à l'extrême qui est venu soustraire tout espace politique nécessaire à la recherche de consensus profitable à une paix vient soulever notre questionnement de départ. Une approche nous obligeant à nous demander comment une

solution possible pour la collectivité. Dans le cas de la BiH, cette collectivité est pluriethnique et le consensus doit tenir compte de cette particularité.

¹¹ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 57-58.

¹² Les politiques institutionnalisées ne sont pas nécessairement écrites. Elles peuvent avoir leur base sur leur reconnaissance temporelle.

sécurisation s'impose et quels en sont les effets pervers. De plus, ceci nous amène à voir parmi les initiatives tentées de recherche de consensus, s'il n'y avait pas là de possibles avenues souhaitables et profitables à une désécurisation.

Or à la lumière de lectures entreprises sur le sujet, il semble possible de dire que cette guerre en BiH aurait pu être évitée ou écourtée si un espace politique avait été maintenu en place par l'entremise d'un processus de désécurisation comme le propose Ole Waever¹³.

Dans la suite du document, nous explorerons cette idée soulevée afin de mieux comprendre comment la situation en BiH a pu dégénérer pour en arriver à une sécurisation à l'extrême (guerre) éliminant toutes autres options possibles. Premièrement, nous soulèverons le problème général de notre étude de cas qu'est la venue de la sécurisation comparativement à la désécurisation. Le tout en exposant notre questionnement ainsi que notre hypothèse de départ. Une approche favorable puisqu'elle nous permet de constater l'étendue des questions traitées. En deuxième lieu, nous couvrirons la pierre angulaire de notre approche souhaitée, et ce, en exposant clairement notre cadre théorique choisi ainsi que les concepts clés s'y rattachant. Le tout supporté par un plan opératoire de recherche (annexe 4). Une méthode utilisée qui nous a permis de rester centrés sur notre sujet tout en soulevant les éléments essentiels devant être couverts. En troisième lieu, nous exposerons nos résultats de recherche de façon méthodique en déterminant tous les éléments soulevés par une approche de la sécurisation/désécurisation et qui, par le fait même, soulève tous dilemmes ou points laissés en suspens à considérer. Une avenue choisie qui nous a permis de faire ressortir les éléments favorables et défavorables de cette approche tout en y déterminant des options alternatives qui auraient pu être exploitées. Ceux-ci pouvant servir de pistes de recherches futures.

¹³ WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization», pp. 46-86.

6. REVUE LITTÉRAIRE

Notre but de départ n'est pas de faire un résumé complet du débat sur la sécurité ainsi que de celui du cas du conflit de la BiH. La littérature existante sur ce sujet étant trop vaste et des plus variée. Tout au plus, nous ferons un survol des principales approches concernant la recherche de compréhension de ce conflit se rattachant à notre étude de cas.

Par exemple, la littérature sur le cas yougoslave et celle de la BiH nous concernant le plus, tourne autour de l'ethnicité comme approche de construction sociale et de son emploi lors de ce conflit. Pour Cohen, l'ethnicité est une construction sociale utilisée qui a contribué à l'apport de la violence comme source de résolution de différends. Celle-ci reposant sur une animosité ethnique qui s'est construite à travers le temps et qui a fini par éclater laissant des séquelles difficiles à résoudre¹⁴. Une approche historiciste qui a été utilisée par certains chefs politiques pour décrire la désintégration de la Yougoslavie et des conflits ayant lieu. Une approche pessimiste sur l'avenir de la tolérance entre groupes ethniques expliquant difficilement les décennies de paix dans cette région. De plus, cette approche ne nous permet pas de soulever les éléments déclencheurs de ce conflit.

Une deuxième approche soulevée est l'apport du nationalisme comme construction étatique. Une approche proposée par Cohen, Ramet et Pavkovic qui nous fait comprendre que le nationalisme fut utilisé par certains leaders sans scrupule dans le processus de démocratisation qui prenait forme, et ce, afin d'avoir la main mise sur les enjeux politiques s'y développant¹⁵. Une approche qui eut pour effet de fragmenter les enjeux politiques et

¹⁴ COHEN, Lenard, *Broken Bonds: Yugoslavia's Disintegration and Balkan Politics in Transition*, Colorado, Westview Press, 1995.

¹⁵ COHEN, Lenard, *Broken Bond*; DENITCH, Bogdan, *Ethnic Nationalism: the Tragic Death of Yugoslavia*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994; RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*; et PAVKOVIC,

d'apporter la course au pouvoir tout en amenant la violence politique comme processus de formation nationale.

Une troisième approche soulevée se base sur la question de la détérioration économique comme fondement de la crise yougoslave. Bunce et Woodward sont très explicites sur ce point quant à la chute de la Yougoslavie et de son influence directe sur la BiH¹⁶. Selon Woodward, il apparaîtrait que l'approche draconienne du FMI, de la BM ainsi que la politique néolibérale des grandes puissances occidentales qui étaient imposées en Yougoslavie eut pour effet sa dislocation politique¹⁷. Ainsi, le développement économique devenant par la force des choses inégal entre les républiques et les provinces autonomes eut pour effet de générer des tensions entre le pouvoir fédéral et les membres de la fédération¹⁸. Bunce soulève bien cette problématique lorsqu'elle mentionne que « what divided these elites was their radically different positions on economic reform, political liberalization and the preferred design of the state »¹⁹.

Finalement, Cohen, Garde, Lukic, Ramet, Silber et Little, Pavkovic, Woodward et Zimmermann soulèvent dans leur approche théorique, l'idée que certaines personnalités politiques ont joué un grand rôle dans la dislocation de la Yougoslavie ce qui a apporté des

Aleksandar, *The Fragmentation of Yugoslavia: Nationalism and War in the Balkans*, New York, St. Martin's Press, 2000.

¹⁶ BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions: the Design and the Destruction of Socialism and the State*, New York, Cambridge University Press, 1999; et WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1995.

¹⁷ WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, pp. 15-17.

¹⁸ Comme l'illustre cette citation de Cohen: « Together with mounting economic problems and the antagonism between the more developed and less developed sections of the country, such worsening relations sharply intensified divisions within the ranks of Yugoslavia's communist elite. » COHEN, Lenard, *Broken bond*, p. 47.

¹⁹ BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions*, p. 88.

divergences non favorables à la résolution des différends. Pour Cohen « the main barrier to successful crisis management and reform by the Yugoslav communist regime at the outset of 1990 was the lack of political trust and cooperation among the members of the regionally divided political elite »²⁰. En fait, au sein de la LCY on ne s'entendait pas sur la gestion actuelle et future de la Yougoslavie. Un glissement vers des conflits culturels s'effectuait rendant le retour en arrière impossible²¹.

Toutes ces issues, quoiqu'elles soient une bonne source d'information pour notre étude de cas, ne peuvent répondre à elles seules aux questions et à notre hypothèse soulevée. Il apparaît que le discours s'y développant, ainsi que les actes se déroulant dépassaient toutes approches de résolutions existantes. Pour ce faire, nous partirons de Barry Buzan, un précurseur qui a contribué grandement à une réflexion sur le concept de sécurité²². Selon lui, « the world itself implies an absolute condition – something is either secure or insecure »²³. Une insécurité qui ne peut plus être couverte par l'État lui-même et qui soulèvera le débat, apportant du même coup, une certaine ouverture et un apport accru de théories critiques quant aux approches traditionnelles qui cherchaient à maintenir leur hégémonie en la matière. Cette avenue s'éloigne du concept de sécurité traditionnelle qui se basait sur un concept de sécurité politico-militaire cherchant la sécurité de l'État face aux agressions

²⁰ COHEN, Lenard, *Broken Bond*, p. 72.

²¹ COHEN, Lenard, *Broken Bond*; GARDE, Paul, *Vie et Mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992; LUKIC, Renéo, *L'agonie Yougoslave*; RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*; SILBER, Laura and Allan LITTLE, *The Death of Yugoslavia*, London, Penguin Books, 1996; PAVKOVIC, Aleksandar, *The Fragmentation of Yugoslavia*; et ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe: Yugoslavia and its Destroyers-America's Last Ambassador Tells What Happened and Why*, New York, Times Books, 1996.

²² BUZAN, Barry, *People, States and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold Era*, 2e éd., Colorado, Boulder Lynne Rienner Publisher, 1991.

²³ *Ibid.*, p. 18.

externes²⁴. Le tout passant par une puissance militaire capable d'intervenir. En fait, Buzan apporte une réflexion plus approfondie sur une conception plus élargie de la sécurité, et ce, en considérant des menaces diversifiées, diffuses et même immatérielles où l'objet de référence n'est pas nécessairement l'État et son Armée. Comme le mentionne Lipschutz, cette remise en question « has taken the spotlight from military power as the core determinant of international order and security, and opened up more space for the operation of economic, political, and societal forces »²⁵. Cette approche cherche à répondre aux questions suivantes : Qui parle de sécurité? À propos de quoi? Dans quelles conditions? Et surtout quels en sont les effets possibles? Conséquemment, nous avons exploré cette avenue de la sécurité en nous concentrant sur l'ensemble de la discussion entourant le problème de la sécurisation/désécurisation développé par Ole Waever. Une approche qui fut par la suite revisitée et présentée dans « Security A New Framework For Analysis »²⁶ par Buzan, Waever et De Wilde, et qui est venue mieux exposer leur approche conceptuelle tout en apportant quelques explications et options applicables à la sécurité.

En fait, l'idée de départ se rattache au concept de sécurisation qui permet de voir la sécurité non pas comme une situation objective, mais plutôt comme le résultat possible d'une

²⁴ Pour les approches réalistes, l'État est considéré comme la pierre angulaire de toutes décisions, il est le pouvoir légal et légitime d'un peuple détenant le monopole de la décision politique dans les affaires de tous les jours tant à l'interne qu'à l'externe. Cette souveraineté étatique permet de prendre les moyens qui s'imposent pour sa propre sécurité, et ce, en temps voulu. Le tout peut se passer sous l'utilisation de la puissance et de la contrainte, pouvant aller jusqu'à des méthodes coercitives. L'État a pour objectif d'assurer sa survie en soutenant son intégrité territoriale et son indépendance politique. Ainsi selon Morgenthau, l'État est un acteur souverain, unitaire, égoïste et rationnel qui a comme préoccupation principale sa propre survie. Son but principal est sa sécurité ainsi que celle des individus qui la composent. Pour ce faire, l'État développe les capacités et les outils nécessaires à sa survie. Sa capacité de puissance lui permet d'atteindre ces buts et objectifs fixés. MORGENTHAU, Hans, «Political power,» (chapitre 3), *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, McGraw-Hill Inc., 1993, pp. 3-49.

²⁵ LIPSCHUTZ, Ronnie, (Editor), *On Security*, New York: Columbia University Press, 1995, p. 11.

²⁶ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86; et BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, Colorado, Lynne Rienner Pub, 1998.

construction sociale passant par un acte de langage. Cette approche permet de comprendre les mécanismes par lesquels une question d'ordre politique devient un problème de sécurité déclenchant une approche corrective par des acteurs au pouvoir et par la mise en place de mesures d'urgence et d'exception en dehors des procédures normales institutionnalisées. L'acte du langage est la pierre angulaire.

Le concept de désécurisation, quant à lui, consiste principalement à trouver les moyens et les outils qui serviront à déconstruire l'acte de sécurisation en place. Pour désécuriser un problème de sécurité, il faut donc le sortir de sa sphère d'urgence et d'exception afin de le ramener sur l'agenda politique pour en débattre. Cette dernière approche ressemble beaucoup à l'idéal d'Habermas d'un agir communicationnel²⁷ cherchant à ouvrir le débat politique dans lequel le comportement argumentatif prévaut sur le comportement stratégique²⁸. Une approche favorisant le débat et la recherche de consensus. Ainsi, la désécurisation représente l'absence d'un monde formulé en terme de sécurité. Le tout devenant un idéal d'émancipation. Pour Ken Booth, cette notion d'émancipation se trouve au centre du concept de sécurité. Il dira que « emancipation is the freeing of people

²⁷ Pour Jürgen Habermas, l'agir communicationnel est ce processus par lequel une activité de communication s'installe entre des acteurs intelligents ou compétents orientés vers l'entente et l'atteinte d'un certain consensus. Ceci implique la subjectivité (le moi), la contextualisation sociale (le nous) et se réfère à une réalité objective (les choses). Le dialogue étant l'élément par excellence de cette intercompréhension sans domination qui a pour effet de permettre la construction possible d'un projet commun ensemble. HABERMAS, Jürgen, *Théorie de l'Agir Communicationnel, Vol. 1*, traduction de l'allemand par Jean-Marc Ferry, Paris, Fayard, 1987.

²⁸ L'agir stratégique est un modèle d'action basé sur les intérêts des acteurs dans leur analyse de la situation, et ce, afin de déterminer les meilleurs moyens et ressources nécessaires pour parvenir au succès de leurs décisions. Pour ce faire, tous les moyens existants sont bons afin d'atteindre le but désiré. Ibid.

(as individuals and groups) from those physical and human constraints which stop them carrying out what they would freely choose to do »²⁹.

Or cette approche d'élargissement, représente sans équivoque, un avenue essentiel et même incontournable pour toute compréhension possible du concept de sécurité. Pour Buzan et al., « this approach links itself more closely to existing actors, tries to understand their modus operandi, and assumes that future management of security will have to include handling these actors-as, for instance, in strategies aimed at mitigating security dilemmas and fostering mutual awareness in security complexes »³⁰.

Une avenue intéressante qui fut explorée, questionnée, approfondie et développée par certains auteurs plus critiques tels que : Aradau, Bigo, Booth, Hansen et Huysmans. Pour ces derniers, il faut se demander comment l'acte de langage se met en place et pourquoi celui-ci échoue sous certaines conditions. Il s'agit de comprendre quels sont les groupes ou acteurs qui peuvent l'utiliser et sous quelles conditions. Ceux-ci désirant soulever la question d'inclusion et d'exclusion engendrée par les acteurs politiques étatiques et les élites de la sécurité (policiers, militaires, agences de renseignements, bureaucrates, etc.) qui semblent avoir la main mise sur les outils de la sécurité et de sa définition. Une approche théorique qui semble ne pouvoir s'éloigner d'une approche statocentriste qui a pour effet de se maintenir au travers les pratiques et par le biais du discours. Pour Booth « the Copenhagen School does not move far enough in the direction of 'real people in real places', that it mistakenly ties

²⁹ BOOTH, Ken, Security and Emancipation, *Review of International Studies*, Vol. 17, N° 4 (Oct., 1991), p. 319.

³⁰ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 35.

together security and survival, and that it is state-centric, elite-centric, discourse-dominated, conservative, politically passive, and neither progressive nor radical »³¹.

Pour Hansen, l'acte de langage a pour effet de mettre sous silence, d'exclure et même d'éliminer du débat politique certains acteurs. Ainsi, « 'security as silence' occurs when insecurity cannot be voiced, when raising something as a security problem is impossible or might even aggravate the threat being faced »³². Finalement, Bigo et Huymans soulèvent le point que « the conceptualisation of securitisation through discourses of drama and emergency misses the bureaucratic routines and the 'effects of power that are continuous rather than exceptional', for instance the concrete everyday practices undertaken by the police and groups of 'security professionals' patrolling the border »³³. Des questionnements qui ont permis un certain avancement en la matière.

Contrairement, selon Buzan « avoiding excessive and/or irrational securization is thus a legitimate social, political and economic objective of considerable importance. The academic debate about how to constitute Security Studies cannot responsibly proceed in isolation from this real world political context »³⁴. Une exploration qui permet de faire avancer la sécurité par l'ouverture de la « boîte noire » de l'État en apportant un questionnement sur les secteurs politiques, économiques, sociaux, environnementaux et de leurs effets sur les enjeux de la sécurité.

³¹ Cité dans BUZAN, Barry and Lene HANSEN, *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 215.

³² HANSEN, Lene, The Little Mermaid's Silent Security Dilemma and the Absence of Gender in the Copenhagen School, *Millennium - Journal of International Studies*, Vol. 29, No. 2, p. 287.

³³ Cité dans BUZAN, Barry and Lene HANSEN, *The Evolution of International Security Studies*, p. 217.

³⁴ BUZAN, Barry, Rethinking Security after the Cold War, *Cooperation and Conflict*, 1997, vol. 32-1, p. 21.

Or, le cadre théorique de Weaver s'avèrera être l'outil conceptuel utilisé afin d'analyser les événements et les actions ayant eu lieu lors de la fragmentation de la BiH et de sa sécurisation à l'extrême (guerre). Ceci nous permettant une meilleure compréhension de ce conflit tout en ouvrant certaines pistes de recherches pouvant être exploitables.

7. LE PROBLÈME, LA PROBLÉMATIQUE, LES QUESTIONS DE RECHERCHE ET L'HYPOTHÈSE SOULEVÉE

7.1. Problème général de recherche

Xavier Bougarel disait que le conflit de la BiH de 1991-95 impliquant des massacres, des nettoyages ethniques et des tueries atteignant des proportions incroyables qui n'a pas laissé la société civile, la communauté européenne et internationale indifférente³⁵. Ce conflit contemporain qui s'est produit dans la cour européenne demeure d'actualité. Or, l'Étude du conflit apporte un certain éclairage sur les lacunes communicatives (acte de langage) ayant eu lieu lors du processus de sécurisation des enjeux politiques.

Selon Weaver, le processus de sécurisation prend forme lorsqu'une menace existentielle se présente demandant le recours à l'urgence par des mesures d'exception en faveur de l'État et des élites de la sécurité qui l'entourent. Ainsi, « in naming a certain development a security problem, the 'state' can claim a special right, one that will, in the final instance, always be defined by the state and its elites. »³⁶ Ceci impliquant la mise en place de mesures d'exception par la mise en place de politiques et d'actions qui s'inscrivent à l'extérieur des procédures politiques institutionnalisées. Le tout venant apporter certaines contraintes sur l'espace politique existant.

Conséquemment, la sécurisation excessive a pour effet d'éliminer certains éléments de solutions et d'exclure des acteurs non reconnus (ANR) qui auraient pu apporter des solutions à considérer. Ceci créant un précédent non légitime qui a tendance à se cristalliser et à favoriser les décideurs étatiques et les élites de la sécurité, et ce, parfois aux dépens de sa

³⁵ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 8.

³⁶ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», p. 54.

propre population. Waever nous a apporté une possible solution à cette approche de sécurisation lorsqu'il développe son concept de désécurisation. Une approche qui passe par le renversement du processus de sécurisation dans le but de ramener la menace devenue question de sécurité dans le débat politique. Ainsi, la désécurisation nous permettrait de déconstruire la menace pour la politiser afin d'en débattre politiquement. Une approche souhaitable, car elle permet le maintien et la stabilité politique.

Or, il semble que la désécurisation semble avoir fait défaut lors de la fragmentation de la BiH. Le tout laissant la sécurisation s'imposer tout en apportant un discours de plus en plus ethnonationaliste ce qui entraîna la fragmentation de l'espace politique en trois fractions nationalistes conduisant à des épisodes sporadiques de violence politique et physique des plus meurtriers³⁷.

7.2. Question spécifique

Lors de la période tumultueuse de recherche de reconnaissance étatique de la BiH, une fragmentation de l'espace politique s'opéra entre les partis politiques de la coalition au pouvoir (SDA, HDZ-BH et SDS) apportant des divergences politiques quant à la gestion future du nouvel État bosniaque qui prenait forme³⁸. Une situation qui est apparue dans les semaines qui suivirent la reconnaissance de la Slovénie ainsi que de la Croatie à l'automne 1991. En fait, le Président Izetbegovic de la coalition décida de prendre la route de la reconnaissance étatique de la BiH en ligne avec les recommandations de la CE, et ce, à l'encontre des désirs du SDS. Selon Izetbegovic, cette approche devait assurer la survie de

³⁷ RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*.

³⁸ LUKIC, René, *L'Agonie Yougoslave*, pp. 197-252.

cette république devant la décomposition irréversible de la Yougoslavie. Ainsi apparut une fragmentation de l'espace politique en trois espaces de délibération fondée principalement sur l'appartenance ethnique (Bosniaque, Croate et Serbe) plutôt que nationale. Cela incita les acteurs politiques au pouvoir à favoriser une approche de la sécurisation à l'extrême de la situation par l'emploi de la violence meurtrière, et ce, comme principal moyen d'influencer les décisions politiques.

Cette fragmentation soulève les questions suivantes quant à notre étude de cas souhaitée :

Comment le processus de sécurisation ayant eu lieu lors de la recherche de reconnaissance étatique de la BiH a-t-il pu s'implanter au point de soustraire tout espace politique commun d'interaction accessible aux citoyens désireux de maintenir des activités politiques non violentes si favorables au dialogue et à la désécurisation des enjeux politiques? La désécurisation était-elle possible?

7.3. Hypothèse

Lors de la période tumultueuse de la reconnaissance étatique de la BiH comme entité politique, ils existaient certains éléments de solutions ainsi que des ANR qui ont été mis sous silences ou encore éliminés par les principaux acteurs politiques nationaux³⁹ et internationaux⁴⁰ qui auraient pu être utilisés favorablement comme approche de désécurisation des enjeux politiques.

³⁹ Nous parlons principalement des partis politiques ayant pouvoir au Parlement bosniaque soient : SDA, HDZ-BH et SDS.

⁴⁰ Nous parlons principalement de la CE, de l'ONU, de l'OTAN, des États-Unis, de la Russie, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne.

En fait, la BiH n'était pas condamnée à la fragmentation et à l'avènement de la violence politique comme mode de résolutions de différends. Il existait des ANR ainsi qu'une opposition civique qui auraient pu être supportés afin de maintenir des discussions favorables à l'apport d'un système politique multiethnique plutôt qu'ethnique.

Ainsi, l'application de la désécurisation permettrait le maintien ou encore le retour aux négociations favorisant la recherche de compromis et de consensus favorable au maintien du débat politique. Notre hypothèse repose donc sur l'idée que la désécurisation d'un acte de sécurité passe par le maintien ou encore par la mise en place d'un espace politique commun, accessible, non coercitif et émancipateur⁴¹.

⁴¹ Nous croyons que l'émancipation est dans l'ouverture et le débat humain. Elle doit donc passer par le maintien ou encore par la mise en place d'un espace politique favorable à tout être humain. Pour Ken Booth, la notion d'émancipation se trouve donc au centre du concept de sécurité. Il dira que « emancipation is the freeing of people (as individuals and groups) from those physical and human constraints which stop them carrying out what they would freely choose to do. » BOOTH, Ken, Security and Emancipation, p. 319.

8. APPROCHE THÉORIQUE ET CONCEPTS UTILISÉS

8.1. Concepts opératoires

Dans cette étude de cas, nous chercherons à déterminer s'il existait des outils ou éléments à considérer lors du processus de désécurisation des enjeux qui auraient pu être favorables au maintien du débat en dehors du processus de sécurisation voulant s'imposer. Une approche qui aurait pu maintenir une stabilité politique nécessaire lors de périodes de négociations. Cette approche désirée soulève quelques concepts clés interreliés se subdivisant en quelques variables et indicateurs à considérer afin de permettre une analyse adéquate des données empiriques. Un plan opératoire de ces concepts et variables se retrouve à l'annexe 4 de ce document. Ce plan opératoire de travail se compose en deux facettes principales.

La première touche le concept de sécurisation qui a servi d'élément déclencheur à cette analyse. Ce processus de sécurisation, une fois enclenché, a pour effet de mettre en place des mesures d'exception n'étant point favorables à un espace politique existant. Cette approche s'apparente au « problem solving » des approches positivistes qui se basent principalement sur la perception d'une réalité objective afin de définir des alternatives⁴², et qui ont pour effet de tendre vers l'exclusion et la violence. Cette approche a pour effet de favoriser certains acteurs dans leurs analyses de solutions, tout en engendrant l'exclusion de plusieurs catégories de gens. Une approche non favorable aux citoyens en général et à la recherche de consensus souhaitable.

⁴² COX, Robert, «Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory», *Millennium*, 1981, 10, 2, pp. 126-155.

La deuxième facette, quant à elle, concerne la désécurisation comme processus d'euphémisation de la menace ou encore le retour à la case de départ, et ce, par la politisation de la menace existentielle. Cette approche est émancipatrice par le fait qu'elle permette le maintien ou l'émergence de l'espace politique par le débat humain et par le fait même empêchant toute sécurisation excessive de se concrétiser.

8.1.1. Concept de sécurisation

Buzan, Waever et de Wilde définissent la sécurisation comme « the move that takes politics beyond the established rules of the game and frames the issue either as a special kind of politics or as above politics. Securitization can thus be seen as a more extreme version of politicization »⁴³.

Pour ces auteurs, ce processus de sécurisation comporte trois éléments devant s'établir afin qu'une question politique particulière évolue vers un enjeu de sécurité. Le premier est l'objet référent devant être considéré comme menacé et qui possède un droit légitime à la survie. Cet objet référent peut être l'État (sécurité militaire); la souveraineté ou l'idéologie nationale (sécurité politique); les facteurs économiques nationaux (sécurité économique); les identités collectives (sécurité sociétale); ou les espèces et habitats humains (sécurité environnementale)⁴⁴. Le deuxième concerne les acteurs qui soulèvent la sécurisation comme approche souhaitable face à l'objet référent menacé. Ceux-ci peuvent être des dirigeants politiques, des bureaucrates, des leaders gouvernementaux, des lobbyistes et des

⁴³ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 23.

⁴⁴ Ibid., p. 22-23.

groupes de pression⁴⁵. La troisième concerne l'acte de langage employé par les acteurs face à un auditoire à convaincre quant à l'objet référent qui est menacé. Le but est de pouvoir mettre en place des mesures correctives qui se trouvent en dehors des habitudes politiques établies⁴⁶.

Au départ, la sécurisation est donc ce processus par lequel apparaît une question d'ordre politique devenant par la suite un enjeu de sécurité considéré comme une menace existentielle à un objet référent déterminé par les acteurs concernés. Pour que ce processus de sécurisation s'installe et que des mesures d'exception et d'action prennent place, il faut que la menace existentielle identifiée soit reconnue et avalisée, dans une certaine mesure, par une bonne partie de la population concernée⁴⁷. Pour ce faire, l'acte de langage est utilisé afin « of raising a specific challenge to a principled level, thereby implying that all necessary means would be used to block that challenge »⁴⁸. Ainsi, un problème particulier est sécurisé lorsqu'il est présenté par les acteurs de la sécurisation à un auditoire particulier comme une menace existentielle et ayant permis la mise en place de mesures d'urgence en dehors des procédures politiques existantes⁴⁹.

Pour Waever, l'idée de base derrière ce concept de sécurisation est de voir la sécurité, non pas comme une condition purement objective, mais plutôt comme le résultat d'un

⁴⁵ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis* Ibid., p. 40.

⁴⁶ Ibid., pp. 21-48.

⁴⁷ Ibid., p. 25.

⁴⁸ Il faut comprendre que l'acte de langage employé dans cette approche a pour effet de réduire considérablement l'influence du public sur les mesures et actions à prendre. L'urgence faisant son effet. WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», p. 56.

⁴⁹ Comme le mentionne Barry Buzan, le discours qui prend la forme de présenter quelque chose comme une menace existentielle à un objet référent n'est pas en lui-même une sécurisation, c'est un acte de sécurisation, mais la question n'est sécurisée seulement si et quand l'auditoire, à qui l'acte s'adresse, l'accepte comme tel. BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 25.

ensemble de pratiques et de discours pouvant être construit⁵⁰. Le but est de comprendre comment un problème politique peut être construit socialement en menace existentielle et finir par enclencher un processus de sécurisation. La pierre angulaire de cette approche se trouve donc dans « l'acte de langage » qui permet de définir qui sont les acteurs, l'objet référent ainsi que l'auditoire quant à la menace existentielle apparaissant.

8.1.2. Concept de désécurisation

Pour Waever, la désécurisation est le processus de sécurisation inversée. Le but est de ramener la menace existentielle, qui était devenue une question de survie et qui demandait des mesures exceptionnelles, dans le débat politique⁵¹. Celle-ci impliquant nécessairement les mêmes éléments que celui du processus de sécurisation (l'objet référent, les acteurs et l'acte de langage), mais à l'inverse⁵². Comme le mentionne Williams, « "desecuritization" involves precisely this process; a moving of issues off the "security" agenda and back into the realm of public political discourse and "normal" political dispute and accommodation »⁵³. Weaver nous propose trois possibilités pour désécuriser les enjeux. La première est basée sur une approche préventive en ne parlant tout simplement pas des problèmes en termes de sécurité (la prévention de la menace). La seconde demande que les problèmes en processus de sécurisation soient isolés et maintenus le plus stables possible afin de ne pas voir la

⁵⁰ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86.

⁵¹ Ibid., pp. 47-86.

⁵² COSKUN, Bezen B., *Analysing Desecuritisations: Prospects and Problems for Israeli-Palestinian Reconciliation*, *Global Change, Peace & Security*, Vol 20, No., p. 395.

⁵³ WILLIAMS, Michael, *Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics*, *International Studies Quarterly*, Vol. 47, No. 4 (Dec., 2003), p. 523.

situation se détériorer (l'isolement de la menace). La troisième consiste à ramener les problèmes de sécurité de nouveau sur l'agenda politique, et ce, afin de pouvoir en débattre (l'élimination de la menace)⁵⁴. Ainsi, la désécurisation implique cette idée de recherches d'alternatives pour maintenir l'ordre politique.

En fait, le but ultime de la désécurisation est de déconstruire l'acte de sécurisation afin d'euphémiser la menace existentielle établie au départ, et de la sortir de sa sphère d'urgence dans le but de la maintenir ou encore de la ramener au niveau du débat politique⁵⁵. Dès le départ, il s'agit donc d'adopter une approche préventive passant par une certaine accommodation aux risques. Comme le mentionne Buzan, Weaver et de Wilde, il est préférable « to aim for desecuritization : the shifting of issues out of emergency mode and into the normal bargaining processes of the political sphere »⁵⁶ afin de favoriser le dialogue, la résolution des différends ainsi que la recherche de consensus.

8.1.3. Concept de l'agir stratégique

L'agir stratégique est un modèle d'action basé sur les intérêts des acteurs dans leur analyse de la situation, afin de déterminer les meilleurs moyens et ressources nécessaires pour parvenir au succès de leurs décisions. Pour ce faire, tous les moyens existants sont bons afin d'atteindre le but désiré. Le processus de communication sert principalement de moyen

⁵⁴ WAEVER, Ole, The EU as a Security Actor: Reflections from a Pessimistic Constructivist on Post-Sovereign Security Orders, in Morten Kelstrup & Michael Williams, eds, *International Relations Theory and the Politics of European Integration: Power, Security, and Community*, London, Routledge, 2000, p. 253; et ROE, Paul, Securitization and Minority Rights: Conditions of Desecuritization, *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 3, 2004, pp. 279-294.

⁵⁵ WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization», pp. 47-86.

⁵⁶ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 4.

de démonstration de la vérité en se basant sur des preuves fermes. Cette approche implique toujours des rapports de domination par une logique binaire schmitienne (ami/ennemi) dans son raisonnement⁵⁷.

Selon cette approche, les acteurs politiques (principalement les représentants de l'État et leurs élites de la sécurité) se réfèrent uniquement au monde objectif en utilisant principalement deux types de prétention à la validité dans leur argumentation : « la logique propositionnelle et/ou l'efficacité (évidence empirique de succès) »⁵⁸. Une approche qui permet « d'organiser l'action sociale, de réguler par des lois et d'éviter ou repousser (par des sanctions) tout ce qui pourrait s'opposer à cette volonté d'agir. Ainsi s'institue un système politique qui tend à se défendre contre toute tentative de déstabilisation et pour ce faire exclue, sélectionne, cherche à être efficace et donc impose »⁵⁹.

Nous comprenons donc ce concept comme ayant une tendance à se maintenir en ligne avec le processus de sécurisation, venant du même coup nuire à toute émergence ou tout maintien d'un espace politique favorable à la mise en place d'un réel processus de désécurisation. Il est donc non émancipateur.

⁵⁷ ARADAU, Claudia, Security and the Democratic Scene: Desecuritization and Emancipation, *Journal of International Relations and Development*, 2004, Vol. 7, pp. 388–413.

⁵⁸ CALORI, Roland, Philosophie et Développement Organisationnel : Dialectique, Agir Communicationnel, Délibération et Dialogue, *Revue française de gestion*, n. 142, 2003, p. 23.

⁵⁹ CHARADAU, Patrick, «Le Discours Politique ou le Pouvoir du Langage», p. 2, http://www.franparler.org/dossiers/pj/charaudeau_ciep_2007.rtf, consulté 25 septembre 2010.

9. LA MÉTHODE UTILISÉE

9.1. Implication testable de l'approche théorique

La théorie de la sécurisation/désécurisation d'Ole Waever nous servira principalement de cadre d'analyse dans cette étude de cas qu'est le conflit de la BiH (1990-95). Le tout nous permettant de faire ressortir les éléments essentiels de la problématique soulevée par la question et l'hypothèse de départ, et ce, en utilisant notre cadre théorique développé à l'annexe 4. L'objectif est de nous permettre de mieux comprendre comment le(s) discours ayant eut lieu lors du processus de reconnaissance étatique de la BiH eut pour effet de favoriser la sécurisation plutôt que la désécurisation. La sécurisation excessive, qui apporta des massacres, des nettoyages ethniques et des tueries atteignant des proportions incroyables⁶⁰. Une approche qui repose principalement sur un agir stratégique pris par des décideurs politiques du type « problem solving » décrit par Cox⁶¹ et qui aurait restreint les possibilités de maintenir un espace politique stable et favorable aux résolutions des différends.

Nous cherchons à comprendre plus spécifiquement quels ont été les acteurs souhaitant la sécurisation, leurs référents menacés et surtout leur auditoire ciblé lors de leurs revendications politiques qui ont favorisé la mise en place d'actions et de mesures d'exception favorisant la fragmentation de l'espace politique national de la BiH. Ceci allant jusqu'à créer trois espaces de délibération politique fondés sur l'appartenance ethnique

⁶⁰ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 8.

⁶¹ COX, Robert, « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations theory », pp. 126-155.

(bosniaque, croate et serbe)⁶². Un avènement qui a exclu certains acteurs du débat politique ayant lieu. Il nous a fallu aussi déterminer quel est l'acte de langage employé par les acteurs en cause.

Nous cherchons à déterminer comment un processus de sécurisation finit par s'imposer par rapport à une désécurisation, et ce, tout en nous permettant de déterminer si la mise en place de moyens de désécurisation aurait pu être possible.

9.2. Collecte de l'information, traitement et analyse des données

Comme le mentionne Ramet⁶³, ce conflit étant le premier de ce genre en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, eut pour effet de créer un débat des plus imposant, et ce, en nous donnant une volumineuse littérature scientifique.

Pour ce faire, nous avons basé notre recherche sur le discours politique ayant eu lieu lors de la recherche de reconnaissance étatique de la BiH, qui elle, apporta une période de sécurisation. Un discours, au départ rassembleur, qui s'est fragmenté en cours de route pour apporter dissensions et conflits des plus meurtriers. Cette analyse du discours a pour but de faire ressortir tous éléments pertinents qui ont propulsé une sécurisation à outrance au lieu de voir le maintien du débat politique en ligne avec le concept de désécurisation proposé par Waever⁶⁴. Pour être plus précis, nous nous sommes concentrés plus précisément autour de trois événements principaux lors de cette période cruciale.

⁶² CAMPBELL, David, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia*.

⁶³ RAMET, Sabrina, *Thinking About Yugoslavia: Scholarly Debates about the Yugoslav Breakup and the Wars in Bosnia and Kosovo*, New York, Cambridge University Press, 2005.

⁶⁴ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86.

Le premier évènement concerne la période touchant la venue de partis nationalistes sur la scène politique et de la période des premières élections libres en BiH qui ont apporté en 1990 une coalition au pouvoir. Le deuxième moment concerne les évènements entourant la période de réaffirmation par le Parlement bosniaque de la souveraineté de la BiH du 15 oct. 1991, apportant ainsi le départ non prévu, des députés serbes du Parti démocratique serbe de l'assemblée⁶⁵. Cet acte qui finira par provoquer un plébiscite des Serbes, aura pour effet de fragmenter l'espace politique existant en deux factions conduisant à un discours fragmentaire des plus virulent. Le troisième évènement concerne la période entourant la proclamation de l'indépendance de la BiH qui suivit le référendum de février 1992 sans la participation serbe⁶⁶ apportant un discours de plus en plus ethnonationaliste entraînant la fragmentation de l'espace politique en trois fractions nationalistes conduisant à une violence politique meurtrière. Ces trois évènements marquants ont créé une approche de sécurisation extrême apportant une guerre qui finira par détruire le peu d'espace politique restant comme moyen de désécurisation.

Les productions académiques décrites en bibliographie ont été utilisées afin de mieux comprendre comment le discours s'est établi au départ. Nous nous sommes concentrés, plus précisément, sur l'analyse des documents scientifiques et politiques ayant été publiés sur les discours entourant cet événement, nous permettant ainsi de cibler les informations nécessaires et pertinentes à l'étude.

⁶⁵ Le Parlement bosniaque par le dépôt d'un mémorandum cherche à réaffirmer sa souveraineté et ainsi valider la suite du processus de demande d'indépendance. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 163.

⁶⁶ Ibid., p. 164.

Ainsi, par l'apport de nombreux auteurs reconnus sur le sujet, par l'utilisation des documents officiels ayant été déposés à l'ONU et reconnus internationalement, ainsi que par mon expérience opérationnelle et tactique en BiH durant ce conflit, nous avons retenu que les éléments essentiels devant être confrontés à l'hypothèse de base, et ce afin de mieux comprendre comment le processus de sécurisation a pu s'imposer comparativement à celui de la désécurisation.

10. PROLOGUE DE LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

La dislocation violente de la Yougoslavie et des conflits meurtriers qui y furent perpétrés peut être comprise comme une faillite des États-Unis, de la CE, de la CI, ainsi que des membres constitutants de la LCY dans leur responsabilité de soutenir les peuples yougoslaves⁶⁷ dans leur transition d'un régime communiste à celui d'une démocratie⁶⁸.

Pourtant, la Yougoslavie était un pays fédéré avec une certaine libéralisation économique et sociale qui la rapprochait d'une démocratie comparable à celle des pays de l'Europe de l'Ouest⁶⁹. Elle aurait donc dû survivre cette transition démocratique qui prenait forme en son sein. Toutefois, la Yougoslavie se désintégra à cause d'une combinaison de facteurs internes et externes tels que des crises et difficultés économiques persistantes⁷⁰, la décentralisation accrue du centre vers les républiques contribuant ainsi à ralentir les prises de décision, la perte de pouvoir et des tensions grandissantes au sein de la LCY entre les

⁶⁷ La Yougoslavie a été construite par la réunion d'un amalgame de peuples dont les principaux étaient serbes (42 %), croates (23 %) slovènes (8 %) et musulmans (5 %) et dont la composition religieuse reposait sur trois religions principales : orthodoxe (46.7 %), catholique (39.3) et musulmane (11.2 %). COHEN, Lenard, *Broken Bonds*, p. 13; LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 57-67.

⁶⁸ Les auteurs qui suivent ont tous soulevé dans une certaine mesure cet échec. Bougarel; Bunce; Cohen; Denitch; Garde; Lukic; Pavkovic; Ramet; Silber et Little; Woodward; Zimmermann.

⁶⁹ Comme le mentionne Roy Gutman, « des réformes économiques innovatrices, une ouverture au commerce, au tourisme et aux contacts avec l'Europe occidentale et enfin l'introduction de quelques libertés civiques, permirent à la Yougoslavie de faire progresser son niveau de vie au point de le rapprocher de celui de l'Europe de l'Ouest. » GUTMAN, Roy, *Bosnie : Témoin du Génocide* (traduction française de Michel Valois), New York, Desclée de Brouwer, 1994, p. 41.

⁷⁰ Selon Woodward, il apparaîtrait que l'approche draconienne du FMI, de la BM ainsi que la politique néolibérale des grandes puissances occidentales qui étaient imposées en Yougoslavie eut pour effet sa dislocation politique. WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, p. 15-17; et BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions*.

différentes nationalités et la montée du nationalisme récupérée par certains acteurs politiques⁷¹, tels que Milosevic, Tudjman ou Kucan.

En fait, on ne s'entendait pas sur le fondement politique de la Yougoslavie et de sa future gestion. Des approches divergentes ont renforcé la direction du démembrement plutôt que l'unité yougoslave. Il existait deux grandes tendances divisant les acteurs politiques existants : des chefs politiques serbes influents comme Milosevic, Babic, Branko, Borisav, Bulatovic, Karadic, Kadijevic cherchaient le statu quo par la centralisation du pouvoir au sein de la fédération et celle plutôt modérée qui était Izetbegovic, Kucan, Markovic, Tudjman cherchant une plus grande ouverture par la recherche d'un système confédéral plus souple laissant une certaine marge de manœuvre aux républiques⁷². Toutefois, ne pouvant s'entendre sur la forme de régime politique à mettre en place, apparaîtra la montée du nationalisme ethnique récupérée par certains acteurs politiques (principalement Milosevic et Tudjman) afin de mettre en place leur grand projet de Serbie et de Croatie⁷³. Cette montée du nationalisme, bien qu'étant présente et réprimandée au sein de la Yougoslavie, finit par percer lorsque la Serbie sous le pouvoir montant de Milosevic prendra le contrôle des deux provinces qui sont la Voïvodina et le Kosovo afin d'avoir la main mise sur toutes décisions politiques⁷⁴. Le tout soulevant ce cas sur la scène internationale comme un abus interne. Une

⁷¹ Comme le mentionne Bunce, «Nationalism enters the scene when the nation, or a least political leaders claiming to speak for the nation, focus on a political project. That project can involve, at the least, demands for greater national autonomy within the state or empire, and, at most, mobilization in pursuit of independence from the state and, where successful, the construction of a new state.» BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions*, p. 13; voir aussi Lukic; Silber et Little et Zimmermann.

⁷² BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, pp. 53-70; et LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, pp. 137-142.

⁷³ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, pp. 58-60.

⁷⁴ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, pp. 87-130.

avenue prise par la Serbie sous Milosevic qui, avec le temps, viendra peser lourd sur le désir d'indépendance désiré des autres Républiques. Ceux-ci se sentant de plus en plus menacés par cette approche serbe.

Conséquemment, en juin 1991, la Slovénie et la Croatie ont déclaré leur indépendance, et ce, sans avoir été capable de surmonter l'opposition de la Serbie qui se refusait à voir une certaine décentralisation du système fédéral yougoslave⁷⁵. Une déclaration de sécession qui finira par être soutenue par la CE ainsi que par la CI, et en précipitant la Yougoslavie dans une spirale de violences verbales, institutionnelles et physiques sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.⁷⁶ C'est ainsi que la Yougoslavie cesse d'exister⁷⁷ et s'ensuivra une guerre qui s'étendra sur la presque totalité de la Yougoslavie. Le conflit a duré plus de cinq ans (1990-1995) et a débuté, d'abord en Slovénie⁷⁸, ensuite en Croatie et finalement en BiH, avant qu'une intervention menée surtout par les États-Unis ne vienne mettre fin aux hostilités et aboutisse aux accords de Dayton de

⁷⁵ Selon Lukic, « pendant dix mois, la Slovénie et la Croatie tentèrent d'en arriver à un arrangement avec les autres membres de la fédération pour la conversion de la Yougoslavie en un système confédéral plus souple en suivant un processus de négociations multinationales. La Serbie et le Monténégro rejetèrent le modèle confédéral et proposèrent plutôt une fédération centralisée, et ce, même si le modèle fédéral avait amené la Yougoslavie au bord de la désintégration. » LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 143.

⁷⁶ Comme le mentionne bien Zarosek, «the dissolution of former Yugoslavia and the ensuing conflicts were the first and most challenging crises that European politicians and diplomats had to deal with after the end of the Cold War.» ZAKOSEK, Nenad, «Democratization, State-Building and War: The Cases of Serbia and Croatia», *Democratization*, Vol. 5, No. 3, June 2008, p. 588.

⁷⁷ La Yougoslavie était composée de six Républiques socialistes (la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie) et deux provinces autonomes (Kosovo et Voïvodine). En 1992, elle commença à se désintégrer lorsque quatre républiques de la Yougoslavie ont fait sécession : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine tout en laissant en place la République fédérale de Yougoslavie (RFY) qui incluait les territoires de la Voïvodine, du Kosovo et du Monténégro. WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*.

⁷⁸ Comme le mentionne Bunce, « the precedent of one region leaving could tempt other regions to do the same to the point where the state vanishes, along with the power of state elites.» Ainsi, le départ de la Slovénie, même sous la pression de la Serbie, a poussé les autres républiques à en faire autant. BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions*, p. 13.

novembre 1995 (voir carte n 4 en annexe 5). Un conflit qui n'a pas laissé la société civile, la communauté européenne et internationale indifférente⁷⁹.

La guerre en BiH, quant à elle, ne commence pas en même temps qu'en Slovénie et Croatie. Les premiers affrontements se font surtout sur le plan politique⁸⁰ entre les partis nationalistes SDA musulmans (Alija Izetbegovic), SDS serbe (Radovan Karadzic) et HDZ-BH croate (Stjepan Klujic)⁸¹ qui ont remporté la très large majorité des voix et des sièges au parlement lors des premières élections libres du 18 novembre 1990⁸². Leurs divergences reposaient principalement sur l'avenir de la BiH au sein de la Yougoslavie. La première concerne le statu quo et le maintien de la BiH dans une fédération yougoslave sous la tutelle communiste avec une forte centralisation du pouvoir préféré par la Serbie (incluant les deux provinces (sous tutelle) et le Monténégro)⁸³. La deuxième option, quant à elle, consistait à la venue d'un système confédéral yougoslave plus souple avec une grande décentralisation et démocratisation surtout favorisée par la Croatie et la Slovénie⁸⁴. Malgré tout, les trois partis nationalistes bosniaques finirent par s'entendre, temporairement, afin de mettre en place un

⁷⁹ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 8.

⁸⁰ Ibid., p. 53.

⁸¹ Kljuic, jugé un peu trop en faveur des Bosniaques, fut remplacé à la tête du HDZ-BH par Mate Boban, un nationaliste radical. En fait, « de l'avis général, l'accession de Boban à la tête du HDZ de Bosnie-Herzégovine aurait été orchestrée par le président croate Franjo Tudjman. » Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 53; et LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 205.

⁸² Les élections de 1990 ont conduit les partis nationalistes au pouvoir avec 30,4 % des voix au SDA, 25,2 % au SDS et 15,5% au HDZ. Ces proportions étaient similaires à la répartition ethnique de la Bosnie de 1991 : Croates 17,3%, Serbes 31,4% et Musulmans 43,7%, 5,5% se déclarant yougoslave et 2,1% se déclarant d'une autre origine. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 46 et 141. Ainsi, le SDA, le SDS et le HDZ formèrent un gouvernement de coalition avec à sa tête le chef du SDA, Alija Izetbegovic.

⁸³ Comme le mentionne Lukic, « l'objectif de la grande majorité des Serbes à l'automne 1989 était de préserver le socialisme incarné par le régime de Slobodan Milosevic et de centraliser davantage l'État fédéral » LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 70.

⁸⁴ Pour plus d'information sur ce système confédéral yougoslave plus souple, voir Garde; Lukic; et Woodward.

gouvernement de coalition ayant à sa tête Alija Izetbegovic, comme président, afin de maintenir la République en place politiquement⁸⁵ et permettant de faire avancer le débat politique de cette république en devenir tout en laissant présager un futur moins tumultueux que la route d'indépendance prise par la Slovénie et la Croatie. Cette perception d'une certaine sécurité reposait principalement sur l'idée que cette république était multiethnique⁸⁶ et qu'elle avait jusqu'au début de la guerre, put vivre en paix et en harmonie sans trop de différends. Bougarel nous explique bien la complexité de cette région en nous mentionnant qu'il existait au sein de cette République des relations de bon voisinage, de coexistence ainsi que des liens sociaux qui se sont tissés entre ces trois entités croates, serbes et musulmanes. Des liens qui, avec le temps se fragmentent pour se reformer sous d'autres angles créant ainsi des entités parfois géographiques plus ou moins fortes et qui peuvent nous sembler incompréhensibles⁸⁷.

Avec l'indépendance de la Slovénie, la guerre en Croatie, la mainmise serbe sur la JNA⁸⁸ et le désir d'expansion de la Serbie, il était devenu impossible pour la BiH de se

⁸⁵ « Le SDA et Izetbegovic ont cherché le respect de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine par ses voisins, la Croatie et la Serbie. À aucun moment ils n'ont voulu créer une «Grande Bosnie» au détriment des autres républiques, contrairement à Milosevic, à Tudjman et à leurs satellites en Bosnie-Herzégovine» LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 201; et Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 53.

⁸⁶ Malgré le fait que le Maréchal Tito (1943-80) ait essayé de construire une nationalité yougoslave (6 % de la population), la division entre peuples ethniques persistait de façon latente. La BiH ayant été construite par la réunion d'un amalgame de peuples dont les principaux étaient Croates 17.3 %, Serbes 31.4 % et Musulmans 43.7 %, 5.5 % se déclarant Yougoslave et 2.1 % se déclarant d'une autre origine. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 141.

⁸⁷ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*.

⁸⁸ Il apparait que la JNA « teamed up with local Bosnian Serb forces, contributing an estimated 80,000 uniformed, armed Serb troops and handing almost all their Bosnia-based arsenal to the newly created Bosnia Serb Army». Ainsi, les forces serbes largement appuyées par l'armée fédérale ont mis à profit leur supériorité militaire en lançant une série d'offensives destinées à relier leurs enclaves entre elles et la Serbie et tout en acquérant le maximum de territoires possibles. POWER, Samantha, 'A Crime Without a Name' and 'The

maintenir comme République dans une Yougoslavie peu garante d'une approche multiethnique. S'installera une grande instabilité politique. Afin d'assurer une stabilité de cet État en devenir, le Parlement bosniaque prendra la route de l'indépendance. Le tout commença le 15 oct. 1991 par une réaffirmation de sa souveraineté⁸⁹ qui aura pour effet d'apporter le départ, non prévu, des députés serbes du SDS de l'assemblée. Non contents de cette avenue et des pourparlers en cours, les députés du SDS iront jusqu'à s'autoproclamer comme gouvernement du peuple serbe de la BiH le 24 octobre 1991⁹⁰. S'ensuivra la proclamation de l'indépendance de la BiH succéder par un référendum en février 1992 qui avait été imposé par la CE comme préalable à son indépendance⁹¹. Le référendum se fera sans la partie serbe qui avait boycotté le vote suivant l'appel du leader Karadic⁹². En mars 1992, l'Assemblée du peuple serbe se transforma en République serbe de BiH, avec des institutions séparées de la BiH⁹³. Une approche qui aura pour effet d'apporter un discours fragmentaire des plus virulent et ainsi creuser un écart considérable entre ces partis⁹⁴. Tout basculera le 6 avril 1992 lorsque la CE reconnaîtra la BiH comme État indépendant⁹⁵, une déclaration qui fera basculer le discours vers des actes de violence politique meurtriers.

Crime with a Name," in "A Problem from Hell": America and the Age of Genocide, New York, Basic Books, 2002, p. 249.

⁸⁹ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 163.

⁹⁰ Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 242.

⁹¹ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 164.

⁹² Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 242.

⁹³ Ibid., p. 243.

⁹⁴ En fait, la formation SDS sous la direction de Karadic « aurait des liens étroits et pourrait même être intégrée à la Yougoslavie et aux territoires contrôlés par les Serbes en Croatie. » Ibid., p. 34.

⁹⁵ Ibid., p. 243.

Durant la montée des conflits, les Croates en faveur du parti HDZ-BH se sentant insatisfait des mesures de défenses de ces citoyens prises par le Parlement de la BiH ainsi que de l'inefficacité des combattants bosniaques proclameront, le 3 juillet 1992, la région d'Herceg-Bosna comme République indépendante de la BiH⁹⁶. La recherche de contrôle de territoires devenait un enjeu primordial de survie. Conséquemment, afin de s'attirer l'appui nécessaire à leur cause, les médias et le discours politique ont été contrôlés principalement par Milosevic, Tudjman et leurs alliés en BiH dans le but de créer un sentiment d'appartenance et un désir de réunion à base ethnique. Ils avaient pour effet d'être en ligne avec la mise en place d'une Grande Serbie et d'une Grande Croatie sur les ruines de la Yougoslavie, et laissant peu de place à un débat ouvert en dehors de cette approche expansionniste. Un discours se durcissant entre les chefs des partis politiques nationalistes jusqu'à en utiliser le concept de nettoyage ethnique et de génocide dans leurs approches politiques⁹⁷.

Par la force des choses, la population serbe et croate de la BiH finira par se reconnaître de plus en plus comme membre de la Serbie et de la Croatie, laissant les Musulmans avec peu d'options politiques possibles. Un désir assez grand pour que les dirigeants croate (Franjo Tudjman) et serbe (Slobodan Milosevic) cherchent dans, des négociations secrètes, le partage de la république tombante de la BiH, et ce, aux dépens de la communauté musulmane bosniaque existante. Comme le mentionnent Silber et Little, dès le

⁹⁶ Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 54.

⁹⁷ Il s'agit de prendre les intentions d'une Grande Serbie de Milosevic et les paroles dites de Radovan Karadzic devant le Parlement bosniaque pour s'en rendre compte. Radovan Karadzic avait dit que : «la voie que vous avez choisie est la même autoroute qui a mené la Croatie en enfer, à ceci près que cet enfer de la guerre serait plus grave encore en Bosnie-Herzégovine, et que la nation musulmane pourrait y disparaître.» Une rhétorique à base génocidaire qui fut mise en application par certains chefs serbes, tels que Mladic, sur le plan stratégique qui a conduit vers une violence disproportionnée. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 10.

début de cette guerre, Tadjman et Milosevic cherchent à se partager la Yougoslavie en prenant possession de la BiH. « They began with a tacit agreement about the partition of Bosnia between Serbia and Croatia, without regard to the interests of that republic's two million Muslims, and at their expense »⁹⁸.

Durant cette guerre, l'ONU envoie des casques bleus (FORPRONU suivit par l'IFOR) en Croatie initialement, pour ensuite se déployer en BiH⁹⁹. Toutefois, elles n'ont pas réussi à s'imposer. Les condamnations de l'ONU et les menaces répétées demeurent sans effet.

En fait, dans cette BiH multiethnique, les combats se multiplient entre Serbes, Croates et Bosniaques. Sur le terrain, ils s'opéraient des ententes entre les diverses communautés en présence, et ce, sur la base des considérations économiques, politiques ou encore militaires. Par exemple : « alors que le HVO de Zepce coopère ouvertement avec l'armée serbe, ceux de Tesanj et de Posavina, à quelques dizaines de kilomètres plus au Nord, s'intègrent à l'armée bosniaque. »¹⁰⁰ Ces regroupements militaires, miliciens, mafieux conduisent à des épisodes des plus violents : massacres, nettoyages ethniques et tueries. Rosière dira : « que 80 à 90 % des crimes de guerre sont imputables aux Serbes. Cependant, des «nettoyages» de rétorsion sont aussi commis par les forces croates de l'Herceg-Bosna

⁹⁸ SILBER, Laura and Allan LITTLE, *The Death of Yugoslavia*, p. 27.

⁹⁹ Voir le document S/RES/758 (1992) à l'annexe 6.

¹⁰⁰ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 63; voir aussi le « Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie : Purification ethnique et crimes de guerre » pour de plus amples détails. Le Nouvel Observateur et Reporter sans frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*.

(contre des Serbes et des musulmans) et ponctuellement par les forces bosniaques (contre des Serbes ou des Croates) »¹⁰¹.

Plusieurs tentatives et avenues ont été entreprises afin d'apporter la cessation des conflits en BiH. Toutefois, toutes ces tentatives de paix ont échoué, car elles ne pouvaient satisfaire les partis en cause¹⁰². « Il y avait toujours quelqu'un pour se sentir lésé et refuser la signature »¹⁰³.

En fait, la guerre se perpétuera jusqu'à la signature des accords de Dayton par les présidents Alija Izetbegovic, Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic en novembre 1995¹⁰⁴. Cet Accord venant mettre un terme à trois années de guerres intenses et des plus meurtrières. Ceci apportant à la BiH une nouvelle constitution ainsi qu'un plan de paix à suivre tout en laissant derrière elle, des blessures béantes à guérir, encore visibles aujourd'hui.

¹⁰¹ ROSIÈRE, Stéphane, *Le Nettoyage Ethnique : Terreur et Peuplement*, Paris, Édition Ellipses, 2006, p. 133.

¹⁰² Toutes ces approches de paix avaient comme base le partage du territoire en regroupement ethnique. Ce qui ne faisait que supporter la route de la fragmentation et l'apport de la violence comme mode de négociation.

¹⁰³ DZANA Net, Accords de Dayton, <http://www.dzana.net/91-accords-dayton.html#plans-de-paix>, consulté 18 septembre 10.

¹⁰⁴ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 153.

11. LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

La partie qui suit couvre les éléments essentiels de notre questionnement qui fut soulevé lors de l'analyse de notre étude de cas, et qui nous a permis de mieux comprendre comment une sécurisation a pu se profiler et devenir une fin en soi. Nous y couvrirons la sécurisation comme approche de construction étatique de la BiH prise par les décideurs des principaux partis politiques ethnonationalistes au pouvoir et de leurs élites de la sécurité (policiers, militaires, agences de renseignements, etc.) qui les entouraient. Une approche qui eut pour effet d'exclure du débat politique tous adversaires politiques, toutes organisations ou groupes citoyens désireux de maintenir des activités politiques non violentes favorables au dialogue et à la désécurisation des enjeux politiques. Le tout laissant sur son passage des séquelles morales et physiques encore perceptibles de nos jours. Suivra celle de la désécurisation qui implique de renverser l'acte de langage ayant lieu pour être ramené sur l'agenda politique afin d'être discuté afin de freiner toute escalade de violence possible. La désécurisation étant considérée comme l'option optimale à long terme puisqu'il permet, par son application possible, de comprendre comment une sécurisation finit par s'imposer tout en nous permettant de faire ressortir certaines solutions possible¹⁰⁵. Une approche nécessaire, car elle nous a permis d'appliquer le concept de désécurisation dans le but de déterminer son application possible¹⁰⁶ tout en nous permettant ainsi de répondre à notre questionnement de départ. Ceci faisant ressortir les forces, les faiblesses, les manquements ainsi que certaines pistes de recherche pouvant être exploitées.

¹⁰⁵ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 29.

¹⁰⁶ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86.

11.1. LA SÉCURISATION COMME ANALYSE DE LA CONSTRUCTION ÉTATIQUE DE LA BiH

11.1.1. Introduction

Comme précédemment exposé, le concept de sécurisation d'Ole Waever nous a permis d'identifier et de définir les trois éléments essentiels (réfèrent, acteurs, acte de langage) composant ce concept de base qui a été soulevée lors de cette sécurisation à l'extrême quant à la survie de la BiH comme entité souveraine et légitime.

L'application de ce concept de sécurisation quant au cas de la BiH, nous permettra de soulever l'enjeu de sécurité en cause quant au réfèrent identifié, aux acteurs qui ont soulevé cette sécurisation par l'emploi d'un discours d'urgence ce qui a pour effet d'apporter des mesures d'exception en dehors des procédures institutionnalisées existantes, sur leurs modes d'analyse employés et appliqués dans le but d'imposer ceux-ci à la menace existentielle perçue et de son impact réel sur l'espace politique existant. Cet espace politique qui aurait dû servir de contre poids aux décideurs politiques dans leur analyse de la situation et de prise de décision. Le tout nous permettant de mieux comprendre comment une sécurisation se pointe à l'horizon, se développe et finit par s'imposer comme approche de résolution d'un problème politique.

11.1.2. Une question politique est soulevée et un réfèrent est déterminé

Dès le départ, les difficultés rencontrées par la Yougoslavie dans sa transition d'un régime autoritaire à celui d'une démocratie impliquant une pluralité de partis, ont soulevé

comme enjeux politiques à résoudre la question de la forme et de la place de la République de la BiH au sein de cette fédération et de son avenir possible¹⁰⁷.

Un questionnement qui avait débuté en 1974 lors des amendements de la Constitution par la LCY et qui avait fini par donner un pouvoir décisionnel aux six républiques de la Yougoslavie, et ce, en leur autorisant à chacun une banque centrale, une police distincte, un système éducatif et un système judiciaire indépendant¹⁰⁸. Une approche qui avait favorisé une plus grande indépendance des Républiques et des Provinces la constituant tout en apportant une certaine libéralisation économique, sociale et politique. « Comme l'ont noté de nombreux observateurs de la Yougoslavie communiste, celle-ci passe progressivement d'un système fédéral, relativement centralisé, à un système confédéral où l'essentiel du pouvoir revient aux républiques et provinces autonomes constitutives »¹⁰⁹.

Cette ouverture favorable à son épanouissement possible au sein d'une CE en développement, apportera un écart de plus en plus flagrant entre la LCY, qui représentait le noyau central de décision de la fédération¹¹⁰ et les membres constituants des républiques dans leurs recherches de contrôle des enjeux politiques à leur république. Ce désir d'ouverture sur le monde a favorisé le déclin de la LCY et l'apport de contestation et de revendication favorable à la venue d'une transition démocratique¹¹¹. Une approche qui ne

¹⁰⁷ BUNCE, Valérie, *Subversive Institution*; et LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*.

¹⁰⁸ SILBER, Laura and Allan LITTLE, *The Death of Yugoslavia*, p. 34.

¹⁰⁹ BOUGAREL, Xavier, Bosnie, *Anatomie d'un Conflit*, p. 39.

¹¹⁰ En fait, « l'édifice fédéral avait été construite sur les fondements de l'État totalitaire au service des partis communistes au pouvoir » laissant peu de place à l'avènement d'une approche démocratique, de la contestation et à la revendication politique. LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 57.

¹¹¹ Une transition implique surtout l'idée de passage d'un régime politique vers un autre. « What we refer as the «transition» is the interval between one political regime and another. [...] Transitions are delimited, on the one

sera pas sans difficulté lorsque l'on sait que la BiH ne comptait pas de nations majoritaires comparées aux autres Républiques de la Yougoslavie. La BiH était une République multiethnique composée de 4 350 000 milles habitants formés d'un amalgame de peuples dont les principaux étaient musulmans (43.7 %), qui se retrouvaient au centre de la BiH et entourant principalement la capitale Sarajevo. Les Serbes (31.4 %), qui habitaient surtout en zones rurales, se retrouvaient prédominant au nord-ouest de la BiH, principalement dans la région de Banja Luka et à l'Est près des frontières de la Serbie et du Monténégro. Les Croates (17.3 %), prédominants à l'ouest, représentaient presque une extension de la Croatie. Le reste des habitants de la BiH reposait sur une composition disparate et hétérogène se considérant yougoslave (5.5 %) ou d'autres ethnies (2.1 %). La composition religieuse de la BiH reposait sur trois religions principales : musulmane (32.2 %), orthodoxe (35.2 %) et catholique (21.1 %) ¹¹². Cette BiH était une mosaïque d'ethnies qui « formait une entité politique et culturelle dont la population avait conjugué pendant des siècles une multiplicité d'appartenances, tantôt aux identités primordiales (religieuses, ethniques), tantôt aux identités partielles (locales, culturelles, politiques) » ¹¹³. Il n'y existait donc pas de réelle

side, by the launching of the process of dissolution of an authoritarian regime and, on the other, by the installation of some form of democracy, the return to some form of authoritarian rule, or the emergence of a revolutionary alternative. It is characteristic of the transition that during it the rules of the political game are not defined». Une définition assez large qui permet d'inclure le cas de la BiH comme point d'analyse. O'DONNELL, Guillermo and Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, p. 6.

¹¹² Ces données proviennent du dernier recensement ayant eu lieu avant le conflit de la RFSY (1991). BOUGAREL, Xavier, Bosnie, *Anatomie d'un Conflit*, p. 141.

¹¹³ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 198.

majorité ethnique possible, à part certaines régions plus homogènes que d'autres, ce qui la rendait favorable à une approche multiculturelle¹¹⁴.

Cette transition démocratique prenant forme favorisera la venue d'une pluralité de partis politiques, dont certains très nationalistes feront de la question étatique de la BiH une problématique d'une importance capitale quand « of the existence or nonexistence of the state itself and, in the eyes of some, the survival of its peoples »¹¹⁵. Ceci rendait l'État de la BiH comme entité politique, incluant son territoire, comme le référent de débat et de survie¹¹⁶ à considérer par les leaders des partis nationalistes dans leur conquête possible du pouvoir¹¹⁷. Ceux-ci désirant prendre le contrôle de la destinée de la BiH. Pavkovic dira que « unlike the wars in Slovenia and Croatia, the wars in Bosnia-Herzegovina were fought over the existence and constitutional set-up of the very state of Bosnia-Herzegovina »¹¹⁸.

¹¹⁴ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina: Ethnic Conflict and International Intervention*, London, M.E. Sharpe, 1999, p. 59.

¹¹⁵ Ibid., p. 125; et WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, p. 33.

¹¹⁶ Buzan, Waever et de Wilde nous font bien comprendre ce point lorsqu'ils disent qu'« Ideas that hold a state together are typically nationalism (especially civic nationalism but sometimes ethnonationalism) and political ideology. By threatening these ideas, one can threaten the stability of the political order. Such threats might be to the existing structure of the government (by questioning the ideology that legitimate it), to the territorial integrity of the state (by encouraging defections from the state identity), or to the existence of the state itself (by questioning its right to autonomy). » BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 150.

¹¹⁷ Il ne faut pas perdre de vue que ces partis s'éloignaient de l'approche précédente de la LCY qui n'était plus en mesure d'accomplir son devoir politique. La LCY devenant moins attrayante. De plus, le conflit en Slovénie et en Croatie avait créé une crainte venant faciliter l'avenue ethnique des partis nationalistes. La peur étant exploitée au maximum tout en utilisant si nécessaire des méthodes de coercition. Comme le mentionne Mansfield and Snyder, « where the institutions of autocratic authority are crumbling, yet new institutions of democratic accountability have not yet been constructed to take their place, routine institutional authority is lacking and political leaders frequently turn instead to ideological or charismatic appeals to bolster their rule. » MANSFIELD, Edward and Jack SNYDER, *Electing to Fight: Why Emerging Democracies go to War*, Cambridge, Mass.: MIT Press, 2005, p. 9.

¹¹⁸ PAVKOVIC, Aleksandar, *The Fragmentation of Yugoslavia*, p. 161.

Ainsi, le désir de survie et du maintien en place de la BiH comme République, deviendra l'enjeu primordial dans les discours politiques s'établissant et qui fut récupérés par les trois principaux partis politiques ethniques existants qui la composait¹¹⁹. Comme le mentionne bien Buzan, Waever et De Wilde, « the distinguishing feature of securitization is a specific rhetorical structure (survival, priority of action''because if the problem is not handled now it will be too late, and we will not exist to remedy our failure '') »¹²⁰. De plus, cette menace identifiée ne se réfère pas nécessairement à un objet concret qui existe déjà (objective), elle peut être subjective et même intersubjective. Tout dépend comment elle est divulguée, entendue, analysée et même interprétée. « ''Security'' is thus a self-referential practice, because it is in this practice that the issue becomes a security issue-not necessarily because a real existential threat exists but because the issue is presented as such a threat»¹²¹. Conséquemment, la menace passe par un acte d'énonciation. « By saying it, something is done (as in betting, giving a promise, naming a ship)¹²². Ainsi, comme le mentionne Weaver « addressing an issue in security terms still evokes an image of threat-defense, allocating to the state an important role in addressing it »¹²³, et ce, peu importe sa véracité.

Dans ce cas-ci, la sécurisation s'établit par l'identification de la BiH comme objet d'une menace existentielle. La perte de celle-ci et des territoires la concernant devient un enjeu de survie. Une approche demandant un acte immédiat, et ce, peu importe si cela conduit à une mort violente de ces citoyens. Il faut comprendre que le fait de voir disparaître

¹¹⁹ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, pp. 56-61.

¹²⁰ BUZAN, Barry, Ole WAEVER and Jaap De WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 26.

¹²¹ Ibid., p. 25.

¹²² WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», p. 55.

¹²³ Ibid., p. 47.

la BiH comme entité politique autonome pouvait représenter la disparition du seul vecteur de survie des citoyens, des groupes la composant ainsi que des décideurs politiques existants¹²⁴. Une survie demandant que des mesures exceptionnelles soient entreprises contre la menace identifiée. Ainsi, « by uttering "security," a state-representative moves a particular development into a specific area, and thereby claims a special right to use whatever means are necessary to block it »¹²⁵.

Ainsi, ce référent deviendra, au cours des discours, l'un des principaux points d'ancrage auxquelles les trois principaux partis nationalistes chercheront à se figer comme moyen de survie¹²⁶.

11.1.3. Les acteurs de la sécurisation

Ce référent qu'est la BiH comme entité politique à maintenir comme vecteur de survie soulève toute la question des acteurs en cause. Or dans la partie qui suit, nous soulevons les éléments essentiels ainsi que la chaîne d'événements qui ont conduit certains acteurs politiques à prendre le devant et ainsi apporter un resserrement politique par une recherche d'homogénéisation ethnique. Une approche conduisant à une sécurisation à l'extrême.

¹²⁴ Malgré le fait que l'État n'est plus le seul acteur important dans le système international, il faut comprendre que celui-ci représente, encore de nos jours, le vecteur le plus important pour toutes nations désireuses de survivre.

¹²⁵ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», p. 55.

¹²⁶ Les élus du gouvernement au pouvoir ont comme mandat de protéger la sécurité des citoyens qu'ils représentent, de l'intégrité territoriale ayant été établi ainsi que le maintien en place d'un système politique efficace et efficient.

En premier lieu, nous couvrirons la venue des principaux partis politiques nationalistes au pouvoir lors de la tenue des premières élections libres en BiH, de la route de l'indépendance du gouvernement de la coalition contre le gré du parti serbe SDS et de la fragmentation du discours politique apportant une sécurisation à l'extrême (guerre).

Trois évènements qui ont catalysé le processus politique se déroulant vers une route de non-retour apportant la violence comme mode de résolutions des différends.

11.1.3.1. Les premières élections libres de la BiH

En 1990, il existait un vent de changement dans l'approche souhaitée de la population de la BiH quant au système politique le plus efficace pour les représenter. Celle-ci était désireuse de changer le système politique communiste en place pour un système démocratique leur permettant de participer au débat politique.

Gagnon nous le fait bien comprendre lorsqu'il mentionne que « the main priority for the vast majority of the population through-out the country was not issues related to ethnicity, but rather the desire for changes in the political and economic system that would bring about increases in the standard of living and in basic economic security in everyday life »¹²⁷.

Or, ce désir de vent nouveau ouvrira la porte à une pluralité de nouveaux partis politiques. Conséquemment, le système multipartisme est venu remplacer celui du parti unique sous la tutelle de la LCY, permettant du même coup une ouverture de l'espace politique autorisant des échanges accrus, ainsi que l'apparition d'une certaine ouverture à la contestation. Une société civile embryonnaire cherchait à prendre forme. Cette ouverture permit aux partis nationalistes SDA, HDZ-BH et SDS de prendre racine, et ce, malgré le fait

¹²⁷ GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War: Serbia and Croatia in the 1990*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, p. 33.

qu'au départ, tout parti purement nationaliste ne devait être autorisé. Une restriction qui est tombée avant la tenue de cette première élection libre, car non supportée par le système de justice de cette République¹²⁸.

Ainsi, la BiH a tenu ces premières élections libres le 18 novembre 1990 par la venue de nouveaux partis politiques. En fait, « more than forty political organizations were established in the republic in the course of 1990. Most of these were exceedingly small. They either formed coalitions, or were of no consequence in the politics of the republic »¹²⁹. Sur les 130 sièges possibles au Parlement, quelques-uns furent capturés par des partis minoritaires non ethniques soit : SK-SDP (11), le SK-SDP/DSS (4), le DSS (1), le MBO (2), le SRS/DPMostar (1) et le SSO-DS/EKO (2)¹³⁰. Ce qui représentait environ 15 % des votes de la population de la BiH¹³¹ et qui fut insuffisant pour être en mesure d'influencer les enjeux futurs de cet État en devenir.

En fait, les partis nationalistes SDA, SDS et HDZ-BH prendront le dessus en refermant le peu d'espace politique existant, et ce, en imposant aux citoyens leurs options politiques. Une approche qui est venue refermer tout espace politique existant pouvant servir de contrepoids à ces acteurs politiques en recherche de puissance et de prise de contrôle de la situation. La puissance devenant la méthode la plus efficace afin d'imposer sa vision politique de ce que devait devenir la BiH. Ceci reléguant, à l'arrière-plan, toutes approches délibératives comme modes de résolutions de différends. Comme le mentionne Zakosek,

¹²⁸ PAVKOVIC, Aleksandar, *The Fragmentation of Yugoslavia*, p. 115; et BURG, Steven and SHOUP, Paul, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 46.

¹²⁹ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 46.

¹³⁰ *Ibid.*, pp. 46-56.

¹³¹ *Ibid.*

« war, but to some extent also nation-state building, is inherently opposed to democracy; it fosters centralization, hierarchy, discipline and ‘Caesarism’ of the political leader, and will repress deliberation and political competition and limit civil and political rights »¹³².

C’est ainsi que ces élections ont conduit les partis nationalistes au pouvoir avec 30,4 % des voix au SDA, 25.2 % au SDS et 15,5 % au HDZ-BH, représentant une proportion similaire à la répartition ethnique de la BiH de 1991¹³³. Le SDA sera dirigé par Alija Izetbegovic qui est devenu le président de la République de la BiH et sera fortement supporté par la population musulmane¹³⁴. Le HDZ-BH sera dirigé par Stjepan Kljuic¹³⁵ qui lui était principalement supporté par une population croate qui avait des ramifications avec Zagreb et le SDS, qui lui sera dirigé par Radovan Karadzic qui était principalement supporté par une population serbe et qui avait des ramifications très étroites avec Belgrade¹³⁶.

Les partis nationalistes SDA, SDS et HDZ-BH seront donc en mesure d’élire plusieurs de leurs députés et ainsi former un gouvernement de coalition à Sarajevo¹³⁷, avec à sa tête le chef Izetbegovic du SDA. Ce dernier sera supporté par Jure Pelivan du HDZ-BH

¹³² ZAKOSEK, Nenad, *Democratization, State-Building and War: The Cases of Serbia and Croatia*, p. 589.

¹³³ Ces proportions étaient similaires à la répartition ethnique de la BiH de 1991 : Croates 17.3%, Serbes 31.4% et Musulmans 43.7%. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d’un Conflit*, p. 46. et 141 ; et MIHAJLOV, Mihajlo, *Can Yugoslavia Survive?*, *Journal of democracy*, Vol. 2, No. 2, Spring 1991, p. 80.

¹³⁴ Contrairement au HDZ-BH et SDS, ce parti réussit tout de même à rallier des citoyens des deux autres ethnies. Le parti SDA n’étant pas simplement orienté sur le nationaliste. Il voulait voir la venue d’une BiH citoyenne ouverte à tous. BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*.

¹³⁵ « Stjepan Kljuic, un politicien modéré et avisé, fut élu président du HDZ-BH après le passage controversé de Davor Perinovic à la tête du parti. Cependant, Kljuic fut rapidement marginalisé au sein du HDZ-BH, au profit d’une aile plus radicale menée par Mate Boban qui souhaitait la division de la Bosnie-Herzégovine selon les lignes ethniques de l’annexion à la Croatie des territoires de Bosnie-Herzégovine peuplés par des Croates.» LUKIC, Renéo, *L’Agonie Yougoslave*, p. 205.

¹³⁶ *Ibid.*, pp. 200-207.

¹³⁷ WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, pp. 48-49.

comme Premier ministre, de Momcilo Krajisnik du SDS comme Président de l'assemblée de la BiH¹³⁸ ainsi que par de nombreux députés. Comme le dénombre Malcom, « altogether there were 99 Muslims, 85 Serbs, 49 Croats and seven 'Yugoslavs' »¹³⁹.

Dès le départ, le SDA et Izetbegovic ont cherché à soutenir la mise en place d'un gouvernement citoyen. Comme le mentionne Lukic, ils ont cherché à maintenir « le respect de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine par ses voisins, la Croatie et la Serbie. À aucun moment, ils n'ont voulu créer une «Grande Bosnie» au détriment des autres républiques, contrairement à Milosevic, à Tudjman et à leurs satellites en Bosnie-Herzégovine »¹⁴⁰. Un désir de coopération existait »¹⁴¹. Un point soulevé par Cohen lorsqu'il mentionne que « in view of Bosnia's three-sided nationality composition, the question of alliances between ethnic groups assumed heightened importance »¹⁴¹. Il existait donc dans les premiers pas de cette ouverture au multipartisme un certain désir d'entente. Comme le mentionne Gagnon, « during the election campaign none of the main nationalist parties called for dividing Bosnia or for war, even though by this time violence and extremist Serb and Croat forces in Croatia were pushing Serb refugees into Bosnia »¹⁴².

Toutefois, les effets pervers de l'indépendance slovène et croate, ainsi que le désir de création de la nouvelle RFY de Milosevic, se faisaient sentir sur le débat et les mesures

¹³⁸ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 207.

¹³⁹ MALCOM, Noël, *Bosnia: A short History*, New York, New York University Press, 1994, p. 222.

¹⁴⁰ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 201

¹⁴¹ COHEN, Lenard, *Broken Bonds*, p. 241.

¹⁴² Ce vent de changement venait autant des citoyens mécontents de la situation sociale, politique et économique que des différents chefs politiques se développant et voulant prendre possession du pouvoir pour avoir le contrôle sur leur destinée. GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*, p. 49.

entreprises¹⁴³. Ne pouvant s'entendre sur la forme de régime politique à mettre en place, apparaîtront un renforcement du nationalisme ethnique (recherche homogénéisation) et l'avènement de la violence physique et meurtrière comme mode de négociation.

Comme le mentionne Cohen, « ethnic leaders from the three communities had cooperated uneasily in the republic' tripartite governing coalition since 1990, but spillover from the violence and animosity between Croats and Serbs in Croatia and growing uncertainty about Bosnia's future status and governance had raised ethnic tensions to a high pitch »¹⁴⁴.

C'est ainsi que la coopération devenait de plus en plus difficile et les députés SDS utilisaient de plus en plus de mesures contreproductives. En fait, « Serb members of the Presidency and parliament repeatedly blackmailed the SDA and the HDZ by threatening to walk out »¹⁴⁵. Il apparaissait donc, dès le début, que le SDS serbe avait un programme politique différent de la coalition. Bien qu'il existe une sorte de coopération entre les trois partis au pouvoir au sein de la coalition, « these three groups became the parties to the conflict »¹⁴⁶. Ils seront les seuls acteurs politiques à dominer la scène politique interne et externe lors des négociations, et ce, jusqu'à la fin de la guerre (1995). Une approche qui se cristallisera par le fait que la CE, la CI, l'ONU ainsi que les États-Unis ont reconnu ces trois

¹⁴³ Comme le mentionne Lukic, « pendant dix mois, la Slovénie et la Croatie tentèrent d'en arriver à un arrangement avec les autres membres de la fédération pour la conversion de la Yougoslavie en un système confédéral plus souple suivant un processus de négociations multinationales. La Serbie et le Monténégro rejetèrent le modèle confédéral et proposèrent plutôt une fédération centralisée, et ce, même si le modèle fédéral avait amené la Yougoslavie au bord de la désintégration. » Conséquemment, en juin 1991, la Slovénie et la Croatie ont déclaré leur indépendance, et ce, sans avoir été capable de surmonter l'opposition de la Serbie qui se refusait à voir toute décentralisation du système fédéral yougoslave. Une déclaration de sécession qui finira par être supportée par la Communauté européenne en janvier 1992 ainsi que par la communauté internationale. C'est ainsi que la Yougoslavie cesse d'exister. LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, pp. 45-55.

¹⁴⁴ COHEN, Lenard, *Broken Bonds*, p. 241.

¹⁴⁵ INTERNATIONAL CENTRE AGAINST CENSORSHIP, *Forging War: the Media in Serbia, Croatia and Bosnia-Herzegovina*, London, Article 19, 1994, p. 202; et MALCOM, Noël, *Bosnia: A short History*, p. 223.

¹⁴⁶ KALDOR, Mary, *New & Old Wars, 2nd Edition*, Cambridge, Polity Press, 2006, p. 35.

partis comme les seuls acteurs pouvant participer aux négociations de paix¹⁴⁷. Cette monopolisation de l'espace politique par ces trois principaux partis nationalistes est venue laisser dans l'ombre les 37 autres partis politiques inscrits aux élections et dont certains avaient réussi à élire quelques députés¹⁴⁸. Ainsi, le système électoral utilisé a favorisé les partis nationalistes en leur accordant une plus grande proportion des sièges au Parlement comparativement à leur part de vote, et donc une influence disproportionnée sur la suite des événements¹⁴⁹. Ainsi, se retrouvait exclue des décisions une bonne proportion de la population de la BiH quant à son futur. L'élection venait démontrer que les citoyens de cette république avaient adhéré à l'idéologie nationaliste qui prenait forme comme alternative au communisme venant nuire à toute transition possible à un régime démocratique qui aurait pu être favorable au multiethnique de la BiH¹⁵⁰.

En somme, cette période fut caractérisée par une grande instabilité politique et une grande difficulté du gouvernement de coalition à assurer le bon fonctionnement et la survie possible de l'État bosniaque. Le tout forçant la fracture et la route de l'indépendance.

11.1.3.2. La route de l'indépendance de la BiH

Ne pouvant s'entendre sur les enjeux politiques quant à la forme étatique que devait avoir la future République, une fragmentation au sein de la coalition se fera sentir apportant

¹⁴⁷ Une approche qui venait placer le Gouvernement bosniaque au même niveau que les deux autres partis nationalistes de ce gouvernement lors de négociations. RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*, p. 248.

¹⁴⁸ BURG, Steven, and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 46.

¹⁴⁹ Ibid., pp. 46-56.

¹⁵⁰ WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, p. 145.

du même coup une escalade du discours politique. Cette fragmentation prit place le 15 octobre 1991 lors d'une rencontre entre les députés du SDA et HDZ-BH contre le SDS en ce qui concerne la mise de l'avant du mémorandum de la reconnaissance étatique de cette dernière.

Comme le soulèvent Burg et Shoup « the Memorandum justified the actions of the parliament as a matter of constitutional principle. It asserted that the position in the Memorandum “express the will of the majority of the Assembly, and, as such, the political will of the citizens of Bosnia and Herzegovina; consequently, they constitute an obligatory basis for the conduct of the state and political bodies of the republic” »¹⁵¹.

En somme, ce mémorandum représentait une affirmation que la BiH était définitivement souveraine et légitime dans tout ce qu'elle entreprendrait politiquement dans le futur, et ce, indépendamment de la Yougoslavie¹⁵². Une déclaration qui fut adoptée par la majorité des députés du SDA et HDZ-BH car ils ne désiraient pas devenir une extension de la nouvelle Yougoslavie. Comme le soulève Power, ces derniers considéraient le fait que s'ils demeuraient « a republic within rump Yugoslavia, its Serbs would receive the plum jobs and educational opportunities, whereas Muslims and Croats would be marginalized and likely physically abused under Milosevic's oppressive rule »¹⁵³. Quant à l'avenir du SDS, il ne désirait pas « to live in an independent Bosnia that would separate them from Serbia power »¹⁵⁴.

¹⁵¹ BURG, Steven, and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 78.

¹⁵² BURG, Steven, and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*; et RAMET, Sabrina, *The Three Yugoslavias : State-Building and Legitimation*, Washington, D.C. : Woodrow Wilson Center Press, 2006, p. 210.

¹⁵³ POWER, Samantha, ‘‘A Crime Without a Name’’ and ‘‘The Crime with a Name,’’ in ‘‘A Problem from Hell’’, p. 247.

¹⁵⁴ FRIEDMAN, Francine, *Bosnia and Herzegovina: A Polity on the Brink*, New York, Routledge, 2004, p. 41.

Or durant cette rencontre, Radovan Karadzic ira jusqu'à affirmer que « la voie que vous avez choisie est la même autoroute qui a mené la Croatie en enfer, à ceci près que cet enfer de la guerre serait plus grave encore en Bosnie-Herzégovine et que la nation musulmane pourrait y disparaître »¹⁵⁵. Un discours inflammatoire qui apporta la fragmentation entre le SDA et HDZ-BH contre le SDS forçant les députés serbes du SDS à quitter le Parlement¹⁵⁶. Cette sortie en règle des députés du SDS laissa les mains libres aux députés du SDA et HDZ-BH de voter en faveur du mémorandum qui eut pour effet de réaffirmer la souveraineté de la BiH. Le tout préparant la route pour une reconnaissance étatiquesans une bonne partie de sa population serbe qui semblait être sous le joug de son chef Karadic¹⁵⁷. Cette mesure sortait en dehors des procédures institutionnelles de base.

Comme le mentionne Campbell, « once the Muslim-Croat coalition made an effective attempt to hijack Bosnia-Herzegovina through the dubious legitimacy of a referendum, followed by international recognition, it brushed aside-to its own peril-the only principle that in the past held the republic together: the constitutional equality of all three constituent nation »¹⁵⁸.

Conséquemment, ce vote quant au mémorandum¹⁵⁹ conduisit au référendum et fera par la force des choses du SDS une minorité exclue. Comme le mentionne Messari, « the construction of the state is necessarily an exclusive process, and those who are excluded

¹⁵⁵ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un conflit*, p. 10.

¹⁵⁶ Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 44.

¹⁵⁷ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 163.

¹⁵⁸ CAMPBELL, David, *National Deconstruction*, p. 64.

¹⁵⁹ Comme le mentionnent Burg et Shoup, « while ‘‘constitutional’’ in nature, the Memorandum and the Platform hardly reflected the kind of consensus necessary to make a constitution meaningful. Instead they appeared to reflect the efforts of one or two groups to impose their will on the third». BURG, Steven, and SHOUP, Paul, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p 78

become in some cases a source of threat »¹⁶⁰. Non contents de cette avenue et des pourparlers en cours, les députés du SDS iront jusqu'à s'autoproclamer comme Gouvernement du peuple serbe de la BiH le 24 octobre 1991 et par la suite ils tiendront un Plébiscite des Serbes sur leur maintien en Yougoslavie¹⁶¹. Conséquemment, le « SDS rapidly turned its stronghold areas in the north, west, and south-east of the republic into a party fiefdom, ungovernable by Sarajevo »¹⁶². Une approche stratégique transpirait de cette fracture. Il apparaît que les Serbes du SDS recherchaient l'union avec la Serbie et le Monténégro qui deviendraient la RFY, par le biais d'un discours virulent allant jusqu'à la coercition et atteignant des crimes violents. La route de non-retour était enclenchée et la sécurisation à l'extrême (guerre) approchait son apogée¹⁶³.

11.1.3.3. L'indépendance de la BiH

Le Gouvernement de la BiH, qui se considérait légal et légitime, ira de l'avant avec la recherche de reconnaissance étatique. Ainsi, ne prenant pas sérieusement en considération les contestations de Karadic et du parti SDS¹⁶⁴, le gouvernement bosniaque demandera

¹⁶⁰ MESSARI, Nizar, The State and Dilemmas of Security: the Middle East and the Balkans, *Security Dialogue*, 2002, Vol. 33. N° 4, pp. 420.

¹⁶¹ Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 242.

¹⁶² INTERNATIONAL CENTRE AGAINST CENSORSHIP, *Forging War*, p. 203.

¹⁶³ « La tension entre les nationalités a nettement monté, dès le moment du référendum, avec plusieurs incidents violents opposant policiers, groupes paramilitaires, et civils armés des différentes nationalités.» Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 243.

¹⁶⁴ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 10.

officiellement à la CE son indépendance et sa reconnaissance comme un État indépendant¹⁶⁵. Une approche qui contrastait avec les intentions de départ du gouvernement bosniaque de maintenir la BiH en place avec la totalité de sa population.

Pour ce faire, un référendum sur l'indépendance de celle-ci sera exigé par la Commission d'arbitrage de la CE (Commission Badinter)¹⁶⁶. Cette dernière ayant finalement déclaré que « la Yougoslavie avait entamé son processus de dissolution »¹⁶⁷. Conséquemment, le 29 février et 1er mars 1992 sera tenu ce référendum. Le camp du oui l'emporte par 98.9 % des voix sur une participation de près de 63,7 % des électeurs éligibles. Le référendum est considéré comme un succès pour le Parlement bosniaque (SDA et HDZ-BH), et ce, malgré le fait que la majorité des Serbes de la BiH aient boycotté le scrutin. Ces derniers s'étant abstenus au vote sous les recommandations et menaces des dirigeants du SDS¹⁶⁸. Pour ces derniers, « the referendum, by triggering the events that would result in independence and recognition, was from the Serb point of view a step toward war »¹⁶⁹. Apparaîtra un discours des plus incendiaire apportant ainsi une guerre ouverte et sanglante entre ces deux factions politiques.

¹⁶⁵ COHEN, Lenard, *Broken Bonds*, p. 241.

¹⁶⁶ RADAN, Peter, *The Badinter Arbitration Commission and the Partition of Yugoslavia*, *Nationalities Papers*, vol. 25, no. 3, 1997, pp. 537-557.

¹⁶⁷ Gutman dira que « la communauté européenne a fourni le détonateur pour une extension de la guerre en demandant à chacune des six Républiques de Yougoslavie de déclarer dès demain si elles voulaient la reconnaissance internationale an tant qu'État indépendant » GUTMAN, Roy, *Bosnie : Témoin du Génocide*, p. 77; et LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 52.

¹⁶⁸ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 56.

¹⁶⁹ BURG, Steven, and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 117.

Conséquemment, le 3 mars 1992, le parlement de la BiH déclara son indépendance officielle. Cette indépendance fut reconnue par la CE le 6 avril et le lendemain par les États-Unis¹⁷⁰. Comme contrecoup, le même jour, c'est l'auto proclamation de la République serbe de BiH par le SDS et le déclenchement de la violence¹⁷¹. Comme le mentionne bien Buzan, Waever et De Wilde, « when states or nations securitize an issue-“correctly” or not-it is a political fact that has consequences, because this securitization will cause the actor to operate in a different mode than he or she would have otherwise »¹⁷².

Ainsi, la sécurisation à l'extrême (guerre) est atteinte. Comme le mentionne Burg et Shoup, « the Bosnian Serbs initiated the takeover of territory by force and started to carry out ethnic cleansing, any effort to avert further catastrophe would have to have taken the form of crisis intervention »¹⁷³. Le début du siège de Sarajevo apportera ainsi des épisodes sporadiques de violence interethnique au travers la BiH. Pour se défendre et avoir un certain contrôle de la situation qui se dégenère, le Parlement de la BiH mobilisera une armée par la réunion des « unités de la Défense territoriale et de la police, de même que des volontaires parfois recrutés dans les milieux de la pègre »¹⁷⁴.

¹⁷⁰ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 212.

¹⁷¹ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, pp. 60-62.

¹⁷² BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 30.

¹⁷³ BURG, Steven, and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 392.

¹⁷⁴ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 216; et BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, pp. 101-119.

11.1.4. L'acte de langage (speech act) et les mesures exceptionnelles

Dans le cas de la BiH, les chefs des trois principaux partis politiques au pouvoir finiront par se considérer comme les seuls responsables légitimes de l'avenir de leur auditoire. Ils iront jusqu'à mettre en place des mesures d'exception en dehors des procédures politiques existantes¹⁷⁵. Une approche qui a pour effet d'éliminer non seulement des adversaires politiques, mais aussi toutes organisations ou tous groupes de personnes ne semblant pas favorables à la sécurisation en cours. Ainsi, tous les partis d'opposition furent écartés de la scène publique rendant difficile toute approche de communication. Comme le mentionnent Buzan, Weaver et De Wilde, cette reconnaissance du référent et du désir d'y remédier représente en soi un acte de sécurisation, mais cette « issue is securitized only if and when the auditoire accepts it as such. (Accept does not necessarily mean in civilized, dominance-free discussion; it only means that an order always rests on coercion as well as on consent »¹⁷⁶. Ceci apportant l'emploi du nationalisme comme approche d'homogénéisation d'un groupe favorisant la légitimité pour contrer la menace d'extinction. Comme le mentionne Gagnon, « elites, because of their control over resources (including economic, military, political, and informational), are able to use violence to try to create a particular notion of groupness that did not exist before »¹⁷⁷.

Au cours des événements, le discours devenait de plus en plus virulent entre les acteurs au pouvoir. Comme le mentionne Buzan, Waever et De Wilde, « a securitizing move

¹⁷⁵ WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization », p. 54.

¹⁷⁶ Ibid., p. 25.

¹⁷⁷ GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*, p. xviii.

can easily upset orders of mutual accommodation among units »¹⁷⁸ apportant une escalade de tensions pouvant conduire à des soubresauts sans précédent. Certains chefs politiques allant jusqu'à manipuler le discours politique dans le but de vendre leurs causes. Or, « words matter in relation to recognition and related political demands »¹⁷⁹, et tous les moyens sont bons pour atteindre les buts escomptés. Pour ce faire, ceux-ci ont réussi à avoir la main mise sur les principaux outils médiatiques existants qui représentent en soi les meilleurs vecteurs de la publicité pouvant avoir un réel impact sur le discours circulant. Afin de s'attirer l'appui nécessaire à leurs causes, programmes télévisés, discours politiques et éditoriaux ont été mobilisés afin de créer un sentiment d'appartenance et un désir de réunion à base ethnique. Par exemple, « the Bosnian Serbs, with JNA help, seized TV-Sarajevo repeaters around Bosnia and reprogrammed them to carry TV-Belgrade, a key factor in the incitement of ethnic hatred »¹⁸⁰. Ainsi, on assistera à la disparition des médias indépendants¹⁸¹, existant avant le début du conflit, au profit des médias de propagande sous le contrôle de ces trois principaux partis politiques. Un acte de langage qui avait pour but de mobiliser la population en leur faveur quant à leurs options politiques. Ce discours ne reposait pas toujours sur des faits véridiques. Certaines menaces ayant été créées de toutes pièces. Comme le mentionne bien Waever, « security is not of interest as a sign that refers to something more real; the

¹⁷⁸ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 26.

¹⁷⁹ Ibid., p. 142.

¹⁸⁰ ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe*, p. 174.

¹⁸¹ Avant la guerre en BiH, les médias existants étaient indépendants dans une certaine mesure, mais pas complètement libre, car ils étaient sous la tutelle de la LCY. Des lignes de conduite étaient imposées. De plus, la LCY avait la main mise sur la sélection des cadres supérieurs de ces entreprises médiatiques. INTERNATIONAL CENTRE AGAINST CENSORSHIP, *Forging War*, p. 202; et MALCOM, Noël, *Bosnia: A short History*.

utterance itself is the act»¹⁸². Une approche qui se base sur un agir stratégique qui avait pour effet de favoriser les acteurs dans leurs analyses de solutions tout en engendrant l'exclusion de plusieurs catégories de gens nuisibles. Une approche qui est venue déconnecter le discours ayant lieu d'une certaine réalité physique se produisant sur le terrain¹⁸³.

Ainsi, les moindres événements drastiques et violents se produisant étaient utilisés par les acteurs politiques afin de démontrer la vraie nature dangereuse des opposants. Comme le soulève Gagnon, « to do this, elites construct a threat defined in particular ways: "us" versus "them." This constructed threat is not a reflection of some natural relationship, but rather is the product of fear, an image that is imposed and enforced »¹⁸⁴. Un acte de langage qui est devenu plutôt unidirectionnel, stratégique et non communicationnel favorisant seulement le locuteur dans sa recherche de gains. Ceci permettant d'éliminer non seulement des adversaires politiques, mais aussi toutes organisations ou tous groupes de personnes qui ne pouvaient être cooptés quant à leurs visions souhaitées de ce futur État. Par exemple, les partis SDS et HDZ-BH iront jusqu'à enlever du pouvoir les députés trop conciliants avec l'approche gouvernementale de la BiH¹⁸⁵. Par exemple, Kljuic qui était président du HDZ-BH fut rapidement marginalisé et remplacé « au profit d'une aile plus radicale menée par Mate Boban qui souhaitait la division de la Bosnie-Herzégovine selon les lignes ethniques et l'annexion à la Croatie des territoires de Bosnie-Herzégovine peuplés par

¹⁸² WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization », p. 55.

¹⁸³ Gagnon soulève très bien cet écart existant entre les opérations terrestres des différents groupes politiques et ce qui se passait réellement sur le terrain. GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*.

¹⁸⁴ GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*, p. 29.

¹⁸⁵ Ibid., p. 50.

des Croates »¹⁸⁶. Comme le mentionne Buzan, Waever et de Wilde, « in the extreme case-war-we do not have to discuss with the other party; we try to eliminate them. This self-based violation of rules is the security act, and the fear that the other party will not let us survive as a subject is the foundational motivation for that act »¹⁸⁷. Conséquemment, l'emploi de la violence meurtrière comme principal moyen d'influencer les décisions politiques est venu se substituer aux débats verbaux existants, ce qui a fait disparaître un espace politique de négociations nécessaires au maintien du compromis et de la stabilité politique.

Il y a eu quelques tentatives de retour en arrière, mais elles furent mises en échec dès leur apparition. Par exemple, certains opposants aux approches nationalistes ont organisé des manifestations pacifistes le 5 et 6 avril 1992 à Sarajevo comme discours alternatif que celui proposé par le SDA, le HDZ et le SDS¹⁸⁸. Toutefois, ceux-ci furent écartés des enjeux lorsque des tireurs d'élite du SDS ont ouvert le feu sur la foule éliminant du même coup toutes tentatives de manifestations non supportées par l'un des camps nationalistes. Malgré tout, ces initiatives politiques non violentes organisées par certains citoyens ou encore soutenues par des partis non nationalistes ayant fait élire des députés au parlement ont été en mesure, jusqu'au déclenchement de la guerre, de maintenir des discours dissidents. Mais ils furent par la suite ignorés ou encore même étouffés par les trois principaux partis politiques ayant la main mise sur le pouvoir. Même, la société civile (embryonnaire) fut incapable de s'imposer comme un interlocuteur à considérer.

¹⁸⁶ LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 205.

¹⁸⁷ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 26.

¹⁸⁸ BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 57-58.

Comme le mentionne bien Mansfield et Snyder « nationalist rhetoric demands government for the people, but not necessarily by the people »¹⁸⁹.

11.1.5. Conclusion

Nous sommes en mesure de dire que l'application du concept de sécurisation de Waever nous a permis de déterminer avec une certaine exactitude les acteurs politiques en cause quant au processus de sécurisation ayant eu lieu et de leurs impacts sur le déroulement des événements. Ceci nous a permis de mieux comprendre comment un acte de langage peut s'établir et finir par la mise en place de procédures urgentes et exceptionnelles en dehors des procédures politiques normalement institutionnalisées. Une approche qui se basait sur un langage unidirectionnel, soulevant un discours intersubjectif se construisant sur un monde de recherche de gains qui ne s'appliquait pas toujours à la réalité objective que l'on pouvait noter. Une approche qui a fait disparaître tout espace politique existant tant favorable comme contre poids à l'État, et qui a pour effet d'éliminer non seulement des adversaires politiques, mais aussi toutes organisations ou tous groupes de personnes (ANR) ne semblant pas favorables à la sécurisation en cours.

Ainsi, la sécurisation peut être vue comme une version extrême d'un processus de politique¹⁹⁰, permettant à la violence politique et meurtrière de se substituer aux débats verbaux comme principal moyen d'influencer les décisions politiques. Comme le mentionne

¹⁸⁹ MANSFIELD, Edward, and Jack SNYDER, *Electing to Fight*, p. 2.

¹⁹⁰ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 23.

Buzan, Waever et De Wilde, « basically, security should be seen as negative, as a failure to deal with issues as normal politics »¹⁹¹.

11.2. LA DÉSÉCURISATION COMME APPROCHE ÉMANCIPATRICE LORS DE LA CONSTRUCTION ÉTATIQUE DE LA BiH

11.2.1. Introduction

Comme le mentionne Buzan, Waever et de Wilde, il est préférable « to aim for desecuritization: the shifting of issues out of emergency mode and into the normal bargaining processes of the political sphere »¹⁹². Pour ce faire, il faut déconstruire l'acte de sécurisation ayant lieu afin d'euphémiser la menace existentielle s'étant établie au départ, et la sortir de sa sphère d'urgence et d'exception¹⁹³. Ceci impliquant « a moving of issues off the "security" agenda and back into the realm of public political discourse and "normal" political dispute and accommodation »¹⁹⁴. Cette approche repose sur le dialogue, la résolution des différends ainsi que la recherche possible de consensus dans le but de maintenir l'ordre politique.

La désécurisation est donc ce processus auquel l'acte de langage ayant lieu doit être maintenu ou ramené à un dialogue ouvert venant mettre un frein à toute escalade de violence possible. Elle représente « the optimal long-range option, since it means not to have issues

¹⁹¹ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 29.

¹⁹² Ibid., p. 4.

¹⁹³ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86.

¹⁹⁴ WILLIAMS, Michael, *Words, Images, Enemies*, p. 523.

phrased as ‘, threats against which we have countermeasures’, but move them out of this threat-defense sequence and into the ordinary public sphere»¹⁹⁵.

Or, pour mieux comprendre comment une sécurisation s'impose, comparée à celle de la désécurisation, nous avons utilisé dans notre étude de cas les trois éléments essentiels que nous offre Waever comme approche possible de désécurisation¹⁹⁶. Le premier est basé sur une approche préventive, et ce, en ne parlant tout simplement pas des problèmes en termes de sécurité qui ont tendance à surélever les enchères politiques et à être récupérés par les élites politiques (la prévention de la menace). Le second demande que tout problème en processus de sécurisation soit isolé et maintenu le plus stable possible afin de ne pas voir la situation se détériorer et devenir un enjeu de sécurité (l'isolement de la menace). Le troisième consiste à ramener les problèmes de sécurité sur l'agenda politique, et ce, afin de pouvoir en débattre (l'élimination de la menace). Ces trois éléments pouvant reposer sur des moyens de prévention tels que : politiques, économiques, sociaux, légaux et même militaires (coercitif).

Dans notre analyse de cas, nous nous concentrerons plus spécifiquement sur les deux premiers éléments suggérés par Weaver qui sont la prévention et l'isolement de la menace, car ils touchent directement le point de bascule apportant ainsi la sécurisation et la fragmentation de la BiH. Le troisième élément n'étant pas couvert, puisqu'il concerne la période de la guerre (1992-1995). Cette analyse nous permettra de faire ressortir quelques éléments ou outils de désécurisation qui auraient pu être considérés lors du processus de sécurisation de la BiH.

¹⁹⁵ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 29.

¹⁹⁶ WAEVER, Ole, *The EU as a Security Actor*, p. 253; et ROE, Paul, *Securitization and Minority Rights*, pp. 284-285.

11.2.2. La prévention de la menace

Comme le mentionne Waever, « the security label is a useful way both of signalling danger and setting priority »¹⁹⁷ et permet de servir de point de départ dans la détermination d'un danger. Or, la prévention est ce processus qui doit être enclenché lors du début d'une sécurisation, afin de maintenir toutes questions politiques de grande importance (sécuritaire) se développant sur l'agenda politique dans le but d'en débattre. Pour ce faire, il s'agit donc d'adopter une approche plutôt préventive en maintenant le débat ouvert à toutes options, et ce, en passant par une certaine accommodation aux risques. Le but est que tout acte de langage apparaissant sur des enjeux sécuritaires puisse prendre place ouvertement dans une forme bien encadrée tout en impliquant une intercompréhension de la situation sans domination. Comme le mentionnent Buzan, Waever et De Wilde, « in the case of a state, the government will usually be the securitizing actor. A government will often be tempted to use security arguments (in relation to the state) when its concern is actually that the government itself is threatened »¹⁹⁸.

Puisque la BiH était une copie conforme de la Yougoslavie, il était prévisible de croire qu'elle vivrait les mêmes difficultés politiques que cette dernière lors de sa désintégration¹⁹⁹. Un point soulevé par Mihajlov lorsqu'il écrit que « Bosnia-Herzegovina

¹⁹⁷ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», p. 63.

¹⁹⁸ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 146.

¹⁹⁹ La BiH est la seule République de la RFSY ayant trois grandes communautés différentes (serbe, croate et musulmane) qui sont interreliées entre elles, la rendant multiethnique. Une société qui s'est construite sur le communautarisme et dont la politique en place reposait sur l'appartenance communautaire. Ce communautarisme était basé sur les relations de bon voisinage, de coexistence, des rapports journaliers, ainsi que les liens sociaux qui se sont tissés entre eux. Il existait donc des groupements ethniques qui ne correspondaient pas avec les frontières étatiques et le nationalisme souhaité par certains acteurs politiques désireux de prendre plein contrôle du gouvernement à mettre en place. BOUGAREL, Xavier, *Bosnie :*

would replicate within itself all the ethnic tensions that now vex Yugoslavia as a whole»²⁰⁰. Ceci nous laissant croire qu'une bonne analyse de l'acte de langage apparaissant autour de la désintégration de la Yougoslavie aurait permis de réagir avant coup afin de mettre en place des mesures préventives à la montée du débat politique quant à la survie possible de la BiH comme entité étatique. En fait, il apparaissait difficile de ne pas considérer le fait que le problème de la BiH ne puisse être réglé sans tenir compte de celui de la Croatie et de la Serbie qui comportait des liens serrés avec la population de la BiH. Un point soulevé par Izetbegovic quant celui-ci a visité le ministre des Affaires étrangères allemandes Hans-Dietrich Genscher en novembre 1991 pour plaider contre la reconnaissance précipitée des républiques, et ce, en faisant valoir le fait que cette avenue ne puisse qu'apporter la route de l'indépendance, par conséquent, conduire vers une agression serbe et croate contre-la BiH²⁰¹. Izetbegovic et le gouvernement de la coalition avaient été en mesure d'appliquer cette analyse de prévention adéquatement. Elle n'avait cependant pas été suivie puisqu'elle allait à l'encontre de la CE dans l'approche souhaitée pour résoudre le conflit yougoslave.

De plus, cette coalition de départ rendait la BiH légitime et souveraine quant à la décision possible de son futur. Elle était composée de divers députés des différents partis politiques qui la rendaient assez stable politiquement pour permettre sa gouvernance et sa survie. Certains députés du nouveau gouvernement élu tels que le nouveau Président de la République de la BiH (Izetbegovic) ainsi qu'une bonne partie des citoyens ne considéraient

Anatomie d'un conflit, 175 p. Une approche aussi couverte par Renéo Lukic dans : LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, pp. 197-211.

²⁰⁰ MIHAJLOV, Mihajlo, *Can Yugoslavia Survive?*, p. 90.

²⁰¹ CRAWFORD, Beverly and Ronnie LIPSCHUTZ, *Discourses of War: Security and the Case of Yugoslavia*, *YCISS Occasional Paper*, No. 27, December 1994, p. 9.

pas la BiH comme en danger de disparition. Même Izetbegovic jusqu'à la dernière minute, croyait improbable une guerre en BiH²⁰². Le tout basé sur son ouverture, son multiculturalisme, ce qui avait permis à une population musulmane de s'y intégrer tout en perdurant des décennies. Il faut comprendre que la structure de la population en BiH était hétérogène. « Only 18 of the 106 municipalities of the republic had populations that were 80 percent or more of a single group, and the combined population of these 18 municipalities amounted to less than 10 percent of Bosnia-Herzegovina's total population »²⁰³.

Toutefois, cette coalition était fragile et finira par s'affaiblir avec les divergences et conflits ayant lieu quant à la désintégration de la Yougoslavie et des conflits s'y développant. Les divergences entre les chefs politiques s'avérant plus fortes que le maintien des discussions apporteront des tensions favorisant la fragmentation du discours sur une base ethnique entourant la place de la BiH au sein de la Yougoslavie²⁰⁴. Ceci rendant le discours ambiant des plus complexe, ainsi favorisant les trois principaux partis politiques au pouvoir (SDA, HDZ-BH et SDS). En fait, cette coalition désirait maintenir la Yougoslavie en place, mais les députés élus ne s'entendaient pas tous sur le fondement politique de sa future gestion. Les deux principales approches divergentes qui existaient ont renforcé la fragmentation du débat plutôt que l'unité nationale sur une forme multiethnique. L'une se basant sur le maintien de la BiH au sein de la Yougoslavie, qui elle était favorisée par le SDS

²⁰² BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 10.

²⁰³ GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*, pp. 39-40.

²⁰⁴ « Les problèmes liés à la réalisation d'un consensus entre les trois groupes nationaux sont entrés dans une phase critique à partir de juin 1991, quand les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, et les conflits qui ont suivi dans ces États, ont rendu imminent l'éclatement de l'ancienne fédération. » Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 241.

et celle soutenue par le SDA et le HDZ-BH voulant plutôt prendre la route de l'indépendance.

Conséquemment, il apparaissait que les nouveaux chefs des partis nationalistes ainsi que leurs élites de la sécurité prenaient le contrôle des enjeux politiques les concernant tout en cherchant à instrumentaliser le débat politique (sécuritaire) prenant forme à leur avantage²⁰⁵. Une approche stratégique transpirait de cette avenue qui était non favorable à la recherche de consensus et à la survie de cette République comme entité politique autonome. Toutefois, le discours utilisé favorisait les partis ethnonationalistes, et ce, par la prise de contrôle des principaux outils médiatiques existants. Pour ce faire, un discours sur la menace existentielle et sur la disparition de l'État de la BiH semble avoir été construit par certains chefs politiques sans scrupule afin d'être utilisé à des buts individuels.

Selon Zimmermann, « the nationalist media sought to terrify by evoking mass-murderers of a bygone time. The Croatian press described Serbs as "Cetniks"-the Serbian nationalists of World War II. For the Serbian press Croatsians were "Ustase" (and later, Muslims became "Turks"). People who think they're under ethnic threat tend to seek refuge in their ethnic group. Thus did the media's terror campaign establish ethnic solidarity on the basis of an enemy to be both hated and feared »²⁰⁶.

Comme le mentionne Ceyhan, « ces arguments sont employés dans le but de modifier ou de renforcer par le biais du langage les représentations, croyances, valeurs d'un groupe ou d'une communauté »²⁰⁷. Le discours l'entourant étant plus puissant, car il appartenait au

²⁰⁵ Comme le mentionne Dahl, «tolerance and mutual security are more likely to develop among a small elite sharing similar perspectives than among a large and heterogeneous collection of leaders representing social strata with widely varying goals, interests, and outlooks.» DAHL, Robert Alan, *Polyarchy; Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1971, p. 37.

²⁰⁶ ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe*, p. 121.

²⁰⁷ CEYHAN, Ayse, *Analyser la Sécurité : Dillon, Waeber, Williams et les autres, Sécurité et Immigration, Cultures & Conflit*, Numéro 31-32 (printemps-été 1998), p. 9.

pouvoir en place qui lui possède une certaine légitimité. Michel Foucault disait que le dire construit : « le pouvoir est quelque chose qui opère à travers le discours, puisque le discours est lui-même un élément dans un dispositif stratégique de relations de pouvoir »²⁰⁸. En fait, ce processus de communication finira par servir de moyen de démonstration de la vérité en se basant sur une approche qui implique toujours des rapports de domination par une logique binaire schmitienne (ami/ennemi)²⁰⁹. Ceci rendant le débat fragmentaire à la merci de ces partis politiques, et le Parlement bosniaque à la merci du débat nationaliste. Un débat nationaliste qui apportera aux partis dominant un pouvoir de négociations accrues. En fait, durant la montée des enjeux, la CE, la CI, l'ONU ainsi que les États-Unis avaient reconnu ces chefs de partis au sein de la coalition (HDZ-BH et SDS) au même titre que le gouvernement bosniaque au pouvoir qui lui semblait être sous la tutelle du SDA²¹⁰. Le mode de scrutin utilisé (simple majorité) lors des premières élections libres avait favorisé le SDA. Une avenue préférée par Izetbegovic l'avantageant quant au futur gouvernement à établir²¹¹.

En fait, le nouveau Gouvernement de la BiH était basé sur un régime plutôt canalisé par les leaders des trois partis ethnonationalistes laissant peu de place à l'individu comme

²⁰⁸ FOUCAULT, Michel, «Dialogue sur le Pouvoir : Dits et écrits», 1954-1988 sous la direction de Daniel Defert et François Ewald avec la collaboration de Jacques Lagrange. Paris, Gallimard, 1994, p. 465.

²⁰⁹ ARADAU, Claudia, *Security and the Democratic Scene*, pp. 388–413.

²¹⁰ Comme le mentionne bien Ramet, « the war had become a three-cornered conflict, and the Izetbegovic government, despite the continued presence of some Croats and Serbs in its ranks, and although legitimately elected as the government of all peoples of Bosnia-Herzegovina, was increasingly seen as the government of Bosnian Muslims only. » RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*, p. 248.

²¹¹ Comme le soulève Friedman, « the other Bosnian groups were uneasy with Itzetbegovic's call for a one-man, one-vote situation in Bosnia, which would have ensured Bosnian Muslim dominance». FRIEDMAN, Francine, *Bosnia and Herzegovina: A Polity on the Brink*, p. 41.

citoyen politique. Le tout venant soustraire toutes possibilités de contestations et de revendications politiques²¹².

Comme le mentionne Mansfield et Snyder, « in an autocracy, state authorities are accountable only to themselves, or at most to a group of elites that maintain unity when dealing with outsiders. No significant political activity-in particular, no contestation for power-is allowed outside the ruling group, it is not the basis for political recruitment of allies outside it »²¹³.

Il n'y avait donc pas de réel parti d'opposition reconnu et supporté servant de « check and balance » et pouvant servir de modérateur lors d'un processus de sécurisation²¹⁴. Ceci nous laissait croire qu'une approche de construction étatique sur une base multiethnique aurait été préférable. Le tout par la mise en place d'une constitution qui aurait permis une plus grande participation de la population et des petits partis politiques au processus politique, économique et social existant. Cette dernière ayant pour effet de faire avancer les causes favorables à l'État et à ses citoyens limitant ainsi la sécurisation des enjeux.

En somme, comme le mentionne bien Zimmermann, « Bosnia teaches us something about preventive strategies. Prevention is inherently difficult, since it must be undertaken before the circumstances that require it have arisen »²¹⁵.

²¹² LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 57.

²¹³ MANSFIELD, Edward and Jack SNYDER, *Electing to fight*, p. 40.

²¹⁴ Comme le mentionne Lipset, « if the conditions facilitating the perpetuation of an effective opposition do not exist, then the authority of officials will be maximized, and popular influence on policy will be at a minimum. This is the situation in all one-party states; and by general agreement, at least in the West, these are dictatorships.» LIPSET, Seymour Martin (Traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand), *L'Homme et la Politique*, Paris : Editions du Seuil, 1963, p. 71.

²¹⁵ ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe*, p. 241.

11.2.3. L'isolement de la menace

Comme le soulèvent bien Buzan, Waever et De Wilde, « if by means of an argument about the priority and urgency of an existential threat the securitizing actor has managed to break free of procedures or rules he or she would otherwise be bound by, we are witnessing a case of securitization »²¹⁶. Cette sécurisation finit par soustraire certains éléments de solution ainsi que mettre sous silence, exclure et même éliminer du débat politique certains acteurs importants (ANR) qui auraient pu apporter des solutions à considérer comme approche de désécurisation.

Or, l'isolement est cette idée de circonscrire cette menace en processus de sécurisation afin de la stabiliser et de la ramener sur l'agenda politique pour en débattre. Elle doit donc isoler tout élément de sécurisation ayant lieu quant au référent menacé. Pour Buzan, Waever et de Wilde, « security dilemmas can be handled only through processes that involve critical self-reflection by the involved parties on their own identity and concept of stateness »²¹⁷. Cette approche doit aussi inclure tout ANR désireux de faire avancer les enjeux de la désécurisation. Ces ANR pouvant avoir un potentiel non négligeable d'influence avec les partis en conflits et permettre de trouver des solutions souhaitables.

Pour ce faire, une approche passant par le maintien ou la mise en place d'un espace politique agoniste, accessible à tous acteurs ou groupes désireux de participer ouvertement dans le but de trouver un compromis possible au débat afin de rétablir les faits serait

²¹⁶ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 25.

²¹⁷ Ibid., p. 156.

nécessaire. Un espace politique permettant la coexistence des divergences, par une pluralité d'acteurs, dans la recherche d'un certain consensus favorable aux résolutions des différends.

Dans le cas de la BiH, il faut comprendre que l'espace politique était peu développé et encore moins reconnu par les chefs politiques au pouvoir. Ces chefs politiques agissant comme bon leur semble et tenant leurs intentions pour acquises. Ainsi, ceux qui possèdent la connaissance du vrai et du faux avaient le pouvoir de dominer les enjeux. « Truth becomes a function of power, a means in the hands of the strongest »²¹⁸. Les voix dissidentes furent minimisées, ignorées ou encore éliminées par les décideurs politiques et les élites de la sécurité, car ces derniers ne possédant pas les données nécessaires pour prendre une décision éclairée et objective²¹⁹. Comme le mentionne Power, « Bosnian Serb soldiers and militiamen had compiled lists of leading Muslim and Croat intellectuals, musicians, and professionals. And within days of Bosnia's secession from Yugoslavia, they began rounding up non-Serbs, savagely beating them, and often executing them »²²⁰. Nous sommes donc en mesure de dire que cette violence favorisée par certains chefs politiques pour mieux contrôler les enjeux en cours a conduit à une sécurisation à l'extrême (guerre)²²¹.

Ainsi, l'émergence de la violence politique comme principal moyen d'influencer ou de dominer les enjeux politiques quant à l'avenir possible de la BiH apporta une détérioration complète du peu d'espace politique existant ou se développant. Une approche

²¹⁸ NAVON, Emmanuel. «The Third Debate Revisited», *Review of International Studies*, 27:4, October 2001, p. 622.

²¹⁹ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 392.

²²⁰ POWER, Samantha, "A Crime Without a Name" and "The Crime with a Name," in "A Problem from Hell", p. 249.

²²¹ RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*, 354 p.

qui éliminera toutes avenues possibles aux personnes ou aux groupes d'opposition de pouvoir y accéder, dans le but d'interagir de façon délibérative, et ce, afin de pouvoir apporter des éclaircissements sur le discours s'y déroulant ou encore permettant de nouvelles avenues possibles. Ainsi, toute tentative de prendre parti dans les discussions en dehors des idées des partis nationalistes au pouvoir fut réprimandée et même éliminée. Ceci apportant une monopolisation de cet espace politique et du même coup éliminant tout contre poids possible au maintien du compromis et de la stabilité politique pouvant sortir l'État de sa sphère d'urgence et d'exception²²².

Or, cette approche soulève la question d'encadrement lors d'une sécurisation à l'extrême dans le but de maintenir des activités politiques non violentes favorables au dialogue et à la désécurisation des enjeux politiques. Dans le cas de la BiH, cette approche fut négligée par la tergiversation des autres puissances étatiques impliquées dans le débat. En fait, les grandes puissances occidentales auraient plutôt soutenu les mouvements ethnonationalistes qui gagnaient en importance dans certaines Républiques yougoslaves, notamment en Croatie et en Slovénie, parce que leur situation politique et économique était plus facile à résoudre. Burg et Shoup soulèvent cette dynamique lorsqu'ils accusent le gouvernement allemand d'avoir provoqué la désintégration de la Yougoslavie en laissant savoir à la Slovénie et à la Croatie (décembre 1991) qu'ils les reconnaîtraient²²³. Une avenue qui a eu ces répercussions sur la BiH. Il ne s'agit pas de faire de l'ingérence dans l'encadrement mais plutôt de maintenir le débat ouvert entre les divers acteurs existants. Une approche qui implique de ramener à la table de discussion les acteurs en conflits, les voix

²²² CAMPBELL, David, *National Deconstruction*.

²²³ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, pp. 92-97.

dissidentes et ignorées ou encore tous groupes désireux de faire avancer les enjeux de désécurisation. Ce processus devant être dynamique et consistant tout en permettant d'établir une confiance mutuelle entre les acteurs politiques afin de voir le processus de désécurisation s'imposer. Pour ce faire, il est primordial que les faits doivent être rétablis pour ainsi permettre aux acteurs d'avoir un dialogue connexe venant mettre un frein à toute escalade de violence possible. Comme le mentionnent Buzan, Weaver et De Wilde, « actors can choose to handle a major challenge in other ways and thus not securitize it »²²⁴. Toutefois, comme le mentionne Zakosek, « the main international actors, even among the western powers, could not agree on a common political strategy towards the region »²²⁵.

Ainsi, l'isolement est ce processus auquel l'acte de langage ayant lieu doit être ramené à un dialogue venant mettre un frein à toute escalade de violence possible, et ce, afin d'apporter une stabilité politique. Il est donc ce désir de trouver un espace politique favorable à tous pour rétablir les faits et ainsi prendre la route de la rhétorique plutôt que celle de la violence physique. La vérité n'étant pas détenue par certains acteurs aux dépens des autres, mais plutôt recherchée entre tous²²⁶. L'idée étant que cet espace politique permette la rencontre de tous ces groupes sur le plan politique, et ce, peu importe leur allégeance. Le but ultime est donc de trouver la meilleure solution possible pour la collectivité. Une approche qui exige que tous soient égaux, et ce, peu importe leurs opinions politiques. Il faut comprendre que le désaccord ne conduit pas nécessairement au chaos si tous les points de

²²⁴ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 23.

²²⁵ ZAKOSEK, Nenad, «Democratization, State-Building and War: The Cases of Serbia and Croatia», p. 602.

²²⁶ CAMPBELL, David, *National Deconstruction*.

vue différents sont considérés et que tous ont le droit de parole, ainsi permettant d'éviter une escalade de griefs menant à un conflit meurtrier.

11.2.4. Conclusion

Comme le mentionne bien Buzan, Weaver et de Wilde, il est préférable « to aim for desecuritization : the shifting of issues out of emergency mode and into the normal bargaining processes of the political sphere »²²⁷. Un processus étant considéré comme l'option optimale à long terme puisqu'il permet par son application possible, de comprendre comment une sécurisation finit par s'imposer tout en nous permettant de faire ressortir certaines solutions possibles. Ces solutions qui auraient pu être garantes d'un certain ordre politique. Son but ultime étant de s'assurer que la menace existentielle au référent identifié n'est plus perçue et définie en termes de sécurité.

²²⁷ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 4.

12. LA DÉSÉCURISATION DE LA BIH, UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE

12.1. Introduction

Le cadre théorique de Waever nous permet d'ouvrir et d'explorer l'État comme approche, afin d'analyser les luttes de pouvoir s'y déroulant qui ont un impact majeur sur la structure politique, économique et sociale. Comme nous avons pu le noter, le concept de sécurisation, comme mode d'analyse, est plus précis dans son application et permet de mieux saisir comment une question d'ordre politique finit par être construite socialement pour devenir une menace existentielle à résoudre.

Quant à la désécurisation, elle est plus difficilement applicable car étant moins bien définie et encore en phase de développement soulevant ainsi certaines questions demandant exploration. Malgré ce fait, Weaver nous a fourni trois éléments essentiels à considérer lors du processus de désécurisation qui sont : la prévention, l'isolement et l'élimination de la menace (non couvert) et dont nous avons su exploiter dans la mesure de nos connaissances²²⁸. Une approche non négligeable, car elle nous permet de faire ressortir quelques éléments et solutions d'exploration pouvant être garants d'un certain ordre politique.

Dans le cas de la BiH, il s'avère possible de dire que cette approche de désécurisation aurait été applicable comme mode d'analyse et de résolutions de différends, et ce, dès que les enjeux de sécurité se sont pointés à l'horizon. Le tout en considérant l'objet référent, les acteurs et l'acte de langage en place. Ce processus de désécurisation étant considéré comme

²²⁸ WAEVER, Ole, *The EU as a Security Actor*, p. 251-254.

l'option optimale à long terme puisqu'il permet, par son application possible, de comprendre comment une sécurisation finit par s'imposer tout en nous permettant de faire ressortir certaines solutions possible.

12.2. La désécurisation de la BiH

Lors de notre analyse, nous avons été en mesure de voir qu'il existait d'autres partis politiques ainsi qu'une opposition civique qui cherchaient à prendre forme lors des premières élections multipartites se conduisant en BiH. Ceux-ci désirant participer activement aux enjeux politiques se développant tout en cherchant à influencer les décisions prises quant au futur d'une BiH souveraine. Toutefois, ces derniers acteurs seront mis sous silence et même éliminés dans la prise de décision ayant lieu. Les trois principaux partis ethnonationalistes (SDA, HDZ-BH et SDS) ayant pris le pouvoir s'assurent la majorité des votes et sièges au Parlement. Pour ce faire, ils ont cherché à coopter les plus petits partis afin de s'accaparer leur soutien au Parlement comme pouvoir accru. Ils ont aussi cherché à remplacer les leaders les plus conciliants avec la coalition au pouvoir par des plus radicaux. Par exemple du côté du SDS, « moderates who'd won election to local and regional bodies on the SDS line in Bosanka Krajina in northwestern Bosnia were pressured after the election to shift to the extremist line by SDS leadership, which had very close ties to Belgrade. Those who refused were replaced in elected institutions by extremists »²²⁹. Du côté du HDZ-BH, Klujic, jugé un peu trop en faveur des Bosniaques, fut remplacé à la tête du HDZ-BH par Mate Boban, un nationaliste radical. En fait, « de l'avis général, l'accession de Boban à la tête du HDZ de

²²⁹ GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War*, p. 50.

Bosnie-Herzégovine aurait été orchestrée par le président croate Franjo Tudjman »²³⁰. Comme le soulève Burg et Shoup, « the process of inclusion and exclusion based on ethnic criteria, in both the public and private sectors, went forward by fits and starts after December 1990 »²³¹, laissant peu d'espace de manoeuvre pour les ANR. Ceux-ci dans un moment crucial ou leurs apports étaient considérés comme primordiaux, puisqu'ils étaient porteurs d'un discours alternatif. Un discours qui permettait de s'éloigner d'une approche trop ethnocentrique pour une option multiethnique favorable à tous les partis en cause.

Ces acteurs opposés au discours ethnique, ce sont donc retrouvés sans grande option pour ce faire-valoir. Ceux-ci n'ayant pas la main mise sur l'agenda politique ainsi que sur les outils politiques existants (policiers, militaires, économiques, etc.) pour supporter leurs propositions, devaient conjuguer avec les moyens du bord. Par exemple à Tuzla en BiH, « the antinationalist and civic-minded opposition parties controlled the municipal government. The defence of the city was organized independently of the Bosnian government; Muslims, Serbs, and Croats all participated »²³². Cette dernière avenue mise en place avec les moyens du bord ressemblait à un État dans un État rendant toutes recherches de consensus difficilement applicables. Des avenues entreprises par des ANR qui furent peu comprises des acteurs internationaux qui eux favorisaient une approche traditionnelle par la reconnaissance d'acteurs étatique comme seuls négociateurs.

En fait, les principaux leaders au pouvoir (SDA, HDZ-BH et SDS) étaient dans un mode stratégique à la recherche de leur positionnement tant sur l'échiquier interne

²³⁰ Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 53; et LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 205.

²³¹ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 63.

²³² *Ibid.*, p. 17.

qu'externe, et ce, afin de s'assurer que l'État de la BiH soit en ligne avec leurs intentions politiques comme moyen de survie à leur entité nationale, et ce, parmi une Yougoslavie qui était en procédure de désintégration. Une approche qui apportera la mise en place d'outils nécessaires pour prendre le contrôle de la situation.

À l'interne, ces partis dominants ont cherché l'homogénéisation de leur groupe. Pour ce faire, ils ont mis en place un discours ethnique favorisant la réunion. Par exemple, « Karadzic made inflammatory statements suggesting that the Muslims would be exterminated if war broke out in Bosnia. He provided the ideological justification for ethnic cleansing, insisting that Muslims and Serbs could not live together »²³³. Comme le mentionnent Mansfield et Snyder « rallying popular support by invoking threats from rival nations is a common expedient for hard-pressed leaders who seek to shore up their legitimacy »²³⁴. Ceci leur permettant de tenir un discours prenant des proportions sans limites allant jusqu'à utiliser le concept de nettoyage ethnique et de génocide dans leur approche politique²³⁵, créant ainsi une peur de disparition comme moyen légitime d'action. Un discours devenant intersubjectif se construisant sur un monde qui ne s'appliquait pas toujours à la réalité objective. Le but était l'homogénéisation ethnique pour obtenir le pouvoir. Comme le soulèvent Burg et Shoup, « nationalist leaders faced few obstacles to their efforts to play upon fear, to mobilize ethnic solidarity, and thereby to orchestrate the descent into

²³³ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 65.

²³⁴ MANSFIELD, Edward and Jack SNYDER, *Electing to Fight*, p. 9.

²³⁵ Loin de nous de dire qu'ils n'y avaient pas d'actes de violence en BiH lors de cette période. Toutefois, il y avait construction de menaces et utilisations de ce langage dans des moments d'accalmies qui ne collaient pas à la réalité observable au niveau opérationnel.

violence that produced catastrophe for their peoples »²³⁶. En fait, comme le soulève Woodward, « internal affairs that had been driven by constitutional and economic conflict became driven instead by competition over territory and over peoples to win international recognition for territorial claims »²³⁷.

Conséquemment, à l'externe, ils ont cherché à se positionner pour être reconnus comme les seuls représentants officiels sur la scène internationale afin de s'assurer une présence aux tables de négociations. Une approche qui fut validée par la CE lorsqu'ils furent invités pour diverses négociations²³⁸ comme les seuls représentants de la population de la BiH. Cette approche permettant de mettre sous silence, d'exclure ou même d'éliminer tous groupes d'opposition ainsi qu'une bonne partie de la population qui semblait trop favorable à une option multiethnique. Comme le soulèvent Burg et Shoup, « when fighting broke out in March-April 1992, a number of cities and towns were still able operate along multiethnic lines, and to protect themselves from the excesses committed by the armed extremists, at least for a time »²³⁹.

Kaldor nous laisse voir qu'« there were ways in which the non-nationalist political and civic parts of Bosnia society could have been given access to governments and international institutions, in which their ideas and proposals, including proposals for alternatives to partition, could have been heard and taken seriously and in which they were publicly seen to have the respect of the international community »²⁴⁰.

²³⁶ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 129.

²³⁷ WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy*, p. 201.

²³⁸ RAMET, Sabrina, *Balkan Babel*, p. 248.

²³⁹ BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 64.

²⁴⁰ KALDOR, Mary, *New & Old Wars, 2nd Edition*, p. 64.

Ceux-ci pouvant jouer un rôle non négligeable et forcer les négociations. Une avenue pouvant être favorable à tous groupes désireux de maintenir des activités politiques non violentes, propices au dialogue et à la désécurisation des enjeux politiques. Comme le mentionne bien Roe, il est primordial que les acteurs « must come not only from within the self but also from within the (previously) ‘silenced’ other »²⁴¹ et ce afin d’apporter des alternatives comme approche de construction étatique. Sinon, les parties exclus risquent de devenir des contraintes dans le futur.

Or, ce ne fut pas le cas. Ces ANR ont manqué de support dans un moment crucial. Par exemple, dès le départ « the structure of the electoral system itself, and the absence of cross-cutting, or moderating interests in society, reinforced intransigence and extremism »²⁴². Un point soulevé par Zimmermann lorsqu’il mentionne que « we should have taken compensating steps to redouble our support for the small, non-nationalist, democratic parties that were cut off from access to publicity, patronage, and power »²⁴³. Burg et Shoup sont, eux aussi, très explicite sur ce manquement lorsqu’il soulève le « lack of Western efforts to support democratic parties in Bosnia and the other former Yugoslav republics represents a missed opportunity for preventive engagement »²⁴⁴. Une approche qui aurait pu permettre le support au processus de transition prenant forme en BiH et faciliter cette transition vers un régime démocratique. Selon Mansfield et Snyder, lorsque les institutions d’un gouvernement autoritaire s’effondrent et que de nouvelles institutions responsables n’ont pas pris charge, il

²⁴¹ ROE, Paul, *Securitization and Minority Rights*, p. 287.

²⁴² BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina*, p. 69.

²⁴³ ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe*, p. 240.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 391.

arrive la plupart du temps que les dirigeants politiques se tournent vers des appels idéologiques ou charismatiques pour renforcer leur domination²⁴⁵. Une avenue qui ne favorise pas la recherche de consensus entre tous les acteurs possibles.

Nous sommes donc en mesure de dire qu'il existait d'autres regroupements, non reconnus, favorisant la recherche de consensus qui ont été laissés de côté lors de négociations.

12.3. Conclusion

L'idée d'étudier le concept de désécurisation se base sur le désir de pouvoir mieux comprendre comment une sécurisation peut s'imposer aux dépens de la désécurisation. Cette approche, comme mode d'analyse, nous permet d'ouvrir la « boîte noire » qu'est l'État pour mieux saisir ces particularités et ces luttes de pouvoir. Une lutte de pouvoir qui se joue entre multiples acteurs qui ne peuvent être négligés dans toutes analyses de situation. Cette approche nous permettant de déterminer des alternatives qui auraient pu être explorées dans le but de maintenir la stabilité politique de cet État en devenir.

²⁴⁵ MANSFIELD Edward and Jack SNYDER, Democratic Transitions, Institutional Strength, and War, *International Organization*, Vol. 56, No. 2, Spring 2002, pp. 297-337.

13. CONCLUSION FINALE

L'apport d'Ole Waever²⁴⁶ quant au cadre théorique de sécurisation/désécurisation et de sa future révision avec Buzan et De Wilde dans « Security A New Framework For Analysis »²⁴⁷ est venu nous outiller afin de mieux comprendre la fragmentation de la BiH et de sa sécurisation à l'extrême apportant la violence comme mode de résolution de conflits. Une approche qui s'éloigne du concept de sécurité traditionnelle qui est basée sur l'État et son Armée comme étant le seul objet de référence à la sécurité²⁴⁸ et qui représente une ouverture essentielle et même incontournable pour toute compréhension possible de l'élargissement du concept de sécurité.

Une approche qui nous a servi de point d'ancrage dans notre analyse de la fragmentation et de la tombée de la BiH comme approche de résolutions possibles de conflits. Par l'application du concept de sécurisation, nous avons été en mesure de mieux comprendre cet avènement tout en soulevant la question de la menace quant au référent déterminé, aux acteurs en cause, aux mesures prises incluant la finalité recherchée, l'auditoire visé, les résultats donnés et à la condition dans laquelle celle-ci s'est produite²⁴⁹. Une approche qui a pour effet d'éliminer non seulement des adversaires politiques, mais aussi toutes organisations ou tous groupes de personnes (ANR) ne semblant pas favorables à la sécurisation en cours. Une approche qui permettrait à la violence politique et meurtrière de se substituer aux débats verbaux comme principal moyen d'influencer les décisions

²⁴⁶ WAEVER, Ole, «*Securization and Desecurization*», pp. 47-86.

²⁴⁷ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 4.

²⁴⁸ MORGENTHAU, Hans, «*Political power*,», pp. 3-49.

²⁴⁹ BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, p. 32.

politiques. Ainsi, la sécurisation peut être vue « as a more extrême version of politicization »²⁵⁰.

Comme nous avons pu le noter, le concept de sécurisation semble plus précis et applicable. Ce qui n'est pas nécessairement le cas avec celui de la désécurisation. Ce dernier étant dans une phase de définition a pour effet de soulever encore plusieurs questions. Malgré tout, Ole Waever nous a fourni trois éléments essentiels à considérer lors du processus de désécurisation qui sont : la prévention, l'isolement et l'élimination de la menace et dont nous avons su exploiter dans la mesure de nos connaissances²⁵¹. Ce processus de désécurisation est considéré comme l'option optimale à long terme puisqu'il permet par son application possible, de comprendre comment une sécurisation finit par s'imposer tout en nous permettant de faire ressortir certaines solutions possible. Ces solutions qui auraient pu être garantes d'un certain ordre politique.

Il est clair que nous n'avons pas pu couvrir tous les éléments importants entourant notre questionnement de départ quant au cadre théorique de la sécurisation/désécurisation développé par Ole Waever²⁵². Le sujet traité étant très vaste et peu traité de façon condensé dans la littérature scientifique, nous forçant à prendre des avenues peu ou pas développées conceptuellement, augmentant ainsi le niveau de difficulté de notre démarche. Malgré ce manque de définition conceptuelle, nous sommes tout de même en mesure de conclure qu'un processus de désécurisation comme le conçoit Ole Waever²⁵³ aurait pu être appliqué dès le

²⁵⁰ WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization», p. 23.

²⁵¹ WAEVER, Ole, The EU as a Security Actor, p. 251-254.

²⁵² WAEVER, Ole, «Securization and Desecurization», pp. 47-86.

²⁵³ Ibid., pp. 46-86.

départ afin de permettre la détermination des éléments devant être considérés ou encore les outils à appliquer lors d'une sécurisation à l'extrême comme ce fut le cas lors de la recherche de reconnaissances étatiques de la BiH.

Ainsi, par l'application de ce cadre théorique, comme mode d'analyse, nous avons été en mesure d'ouvrir la « boîte noire » qu'est l'État pour mieux saisir ces particularités et ces luttes de pouvoir. Une lutte de pouvoir qui se joue entre multiples acteurs et qui ne peut être négligé dans toutes situations sécuritaires. Conséquemment, cette approche nous a permis de déterminer des options de désécurisation souhaitables qui auraient pu être explorées afin de maintenir la stabilité politique de cet État en devenir.

Nous sommes donc en mesure de dire que la désécurisation de la BiH comme approche fut une opportunité manquée.

14. ANNEXES

Annexe 1: LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES²⁵⁴

- ANR** Par Acteur Non Reconnu, il faut y voir tout groupement ou organisation formelle ou informelle, ponctuelle, représentative d'une population donnée et qui joue ou qui cherche à jouer un rôle primordial lors d'enjeux politiques dont leur reconnaissance permettrait un apport assez important à la résolution du conflit en cours. Que ce soit : la société civile en place qui cherche à prendre forme, à s'affirmer et à prendre des décisions politiques, les diverses ONG travaillant corps et âme sur le terrain afin d'aider les plus démunies, les forces belligérantes (les forces locales, les groupes rebelles, les groupes paramilitaires, les seigneurs de la guerre, etc.), les forces économiques (Mafia, les groupes criminels, les opportunistes économiques) ou encore les forces illégales (les mercenaires, toutes organisations extrêmes, compagnie de sécurité privée, etc.). En fait, tout regroupement raisonnable de ce genre devrait être considéré et aucun d'entre eux ne devraient être rejetés sans qu'ils aient eu la chance de revendiquer certains de leurs droits.
- ARBiH** *Armija Republike Bosne i Hercegovine*, Armée de la République de BiH.
- BiH** *Bosna i Hercegovina*, Bosnie-Herzégovine.
- CE/UE** Communauté européenne/Union européenne. L'Union européenne vit le jour sous le Traité de l'Union européenne (Traité de Maastricht 1992). Elle est une union intergouvernementale et supranationale composée actuellement de 27 États.
- CI** Communauté internationale.
- CS O.N.U** Le Conseil de sécurité des Nations-Unies est l'organe exécutif de l'Organisation des Nations unies (ONU). Il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale selon la Charte des Nations Unies. Il dispose des pouvoirs nécessaires pour exécuter son mandat. Les membres du CS en 1991 étaient : Autriche, Belgique, Chine (Membre permanent), Côte d'Ivoire, Cuba, Équateur, États-Unis (Membre permanent), France (Membre permanent), Inde, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Membre

²⁵⁴ La liste des principales abréviations, sigles et acronymes de notre étude de cas fut construite en se basant principalement sur les publications suivantes : OPÉRATION DE PAIX, <http://www.operationspaix.net/>, consultée le 18 septembre 2010; OWEN, David, *Balkan Odyssey*, New York, Harcourt Brace, 1995, p. xxii-xxiv; et RAMET, Sabrina, *The Three Yugoslavias*, p. xviii-xix.

permanent), Union des républiques socialistes soviétiques (Membre permanent), Yémen, Zaïre et Zimbabwe²⁵⁵.

DEPOS *Demokratski pokret Srbije*, Mouvement démocratique de Serbie (1992-1994).

DSS Parti démocratique de Serbie

ECMM La mission d'observation de la communauté européenne fut créée sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en juillet 1991 pour surveiller le conflit yougoslave. Cette organisation était sous la Présidence de l'Union européenne (UE). Elle avait un triple rôle : la médiation, l'observation et l'apport de compte rendu.

FORPRONU

La Force de protection de L'ONU fut créée, le 21 février 1992, par la résolution 743 du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle amorce son mandat en étant déployée en Croatie, puis en juin 1992, son mandat a été étendu à la BiH sous la résolution 758.

HDZ-BH *Hrvatska Demokratska Zajednica*, Communauté démocratique croate de BiH. Le Parti nationaliste croate de la BiH ayant eu à sa tête Stjepan Kljujic et qui fut remplacé par Mate Boban durant la guerre de la BiH.

HV *Hrvatska vojska*, Armée croate.

HVO *Hrvatska vijeće obrane*, Conseil de Défense croate. Milice fondée par le HDZ, d'obédience nationaliste croate.

IFOR La Force d'Implémentation a été mise en place en BiH sous le contrôle politique de l'OTAN dans le cadre de la résolution 1031 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Sa responsabilité était de conduire des opérations d'intervention si nécessaire afin de maintenir la paix. Elle fut remplacée par la Force de stabilisation (SFOR).

JNA/JV *Jugoslovenska Narodna Armija*, Armée populaire yougoslave. Elle avait été mise en place afin de protéger la Yougoslavie contre toute menace externe. Elle était surtout composée d'une majorité de Serbes. Lors du conflit de la BiH de 1992, elle sera dissoute et deviendra l'Armée de Yougoslavie (*Vojska Jugoslavije*, Armée de la RFY) et l'Armée de la République serbe de Bosnie (*Vojska Republike Srpske*, Armée de la République serbe de Bosnie).

LCY Ligue des communistes de la Yougoslavie.

²⁵⁵ ONU, Progression du nombre des États membres de 1945 à nos jours, <http://www.un.org/fr/members/growth.shtml>, consultée le 18 septembre 2010.

MBO	Organisation musulmane bosniaque
ONG	Une organisation non gouvernementale est un organisme financé par des dons privés qui se voue à une cause commune afin d'assister ceux dans le besoin.
ONU	Organisation des Nations Unies. Elle a pour finalité la paix internationale. Elle était composée de 166 membres (État) en 1991 lors des événements de cette étude de cas ²⁵⁶ .
OSCE	L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est une organisation qui regroupe 56 États situés en Europe, en Asie centrale et en Amérique. Elle assure leur sécurité, et ce, en leur donnant une plate forme unique de discussion.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Elle était composée de 16 membres (État) en 1991 lors des événements de cette étude de cas. Les membres de l'OTAN lors de cette étude de cas étaient : Belgique, Canada, Danemark, l'Espagne, États-Unis, France, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale allemande, Royaume-Uni et la Turquie ²⁵⁷ .
PRD	Parti de la réforme démocratique (Slovénie : Milan Kucan).
RBH	<i>Republika Herceg-Bosna</i> , République de la Herceg-Bosna qui fut fondée par les Croates en BiH.
RFSY	République socialiste fédérative de Yougoslavie (Yougoslavie).
RFY	République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro (1992)).
RS	<i>Republika Srpska</i> , République serbe de BiH.
RSK	<i>Republika Srpska Krajina</i> , République serbe de Krajina était une entité serbe autoproclamée de Croatie lors de la guerre d'indépendance de la Croatie. Son président était Milan Babić.
SAO	Régions Autonomes Serbes
SDA	<i>Stranka Demokratske Akcije</i> , Parti de l'action démocratique. Parti nationaliste musulman de la BiH ayant à sa tête Alija Izetbegovic.

²⁵⁶ Il est à noter que le nombre de membres à l'ONU a eu une progression exponentielle entre 1991-1995. Passant de 166 à 185 membres. ONU, Progression du nombre des États membres de 1945 à nos jours, <http://www.un.org/fr/members/growth.shtml>, consultée le 18 septembre 2010.

²⁵⁷ La documentation française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/nouveaux-membres.shtml>, consulté le 18 septembre 2010.

- SDS** *Srpska Demokratska Stranka*, Parti démocratique serbe. Parti nationaliste serbe de la BiH ayant à sa tête Radovan Karadzic durant la guerre.
- SK-SDP** Parti Démocratique Socialiste de la Ligue des Communistes
- SK-SDP/DSS**
Parti Démocratique Socialiste de la Ligue des Communistes/ Parti Démocratique de Serbie
- SPS** Parti socialiste de Serbie. Ce parti est mis en place en 1990 sous le désir de Slobodan Milosevic par la fusion des ligues communistes de Serbie (LC) et de la Ligue des travailleurs socialistes.
- SRSJ** Parti Réformiste de la Yougoslavie soutenant les réformes du Premier ministre Ante Markovic.
- TO** *Teritorijalna odbrana*, Force territoriale accordée aux Républiques yougoslaves sous le régime de Josip Broz (Tito).
- TPIY** Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye a été institué le 25 mai 1993 par la résolution 827.
- VRS** *Vojska Republike Srpske*, Armée de la République serbe de Bosnie-Herzégovine.

Annexe 2: LISTE DES PRINCIPAUX INTERVENANTS²⁵⁸

- Babic, Milan** Il était maire de Knin avant d'être le premier Président de la République autoproclamé des Serbes de Krajina (*Republika Srpska Krajina* - RSK) (1990-1995). Il représentait la communauté serbe de Croatie et était sous l'influence de Slobodan Milosevic.
- Baker, James** Secrétaire d'État des États-Unis sous George H. W. Bush (1989-1992).
- Branko, Kastic** Président temporaire de la présidence de la Yougoslavie de 1991 à 1992. Il voulait voir le maintien de la fédération yougoslave avec une forte centralisation du pouvoir.
- Boban, Mate** Il était l'un des principaux chefs responsables du HDZ-BH lors du conflit de la BiH. Il fut aussi responsable de la communauté croate d'Herceg-Bosna (une partie de la BiH) qui finira par se proclamer comme République en 1993. Pour sa protection, il créa sa propre Armée. Il était supporté par Franjo Tudjman le président de la Croatie.
- Borisav, Jovic** Il était conseillé auprès de Slobodan Milosevic. Il lui conseilla de maintenir la fédération en place sous force et de laisser la Slovénie prendre son indépendance. Selon lui, elle ne représentait pas une grande importance pour le maintien de la fédération, car peu de Serbes y demeuraient. Il voulait voir le maintien de la fédération yougoslave avec une forte centralisation du pouvoir.
- Bulatovic, Momir** Président de la République du Monténégro (1990-1998). Il supportait Milosevic dans son plan de statu quo. Il voulait voir le maintien de la fédération yougoslave avec une forte centralisation du pouvoir.
- Gligorov, Kiro** Président de la République de la Macédoine (1991-1999). Il sut garder à l'écart la Macédoine des difficultés de la Yougoslavie.
- Holbrooke, Richard** Secrétaire adjoint des États-Unis. Il fut l'un des principaux responsables des négociations conduisant aux accords de Dayton.

²⁵⁸ La liste des principaux intervenants de notre étude de cas fut construite en se basant principalement sur les publications suivantes : SILBER, Laura and Allan LITTLE, *The Death of Yugoslavia*, p. 15-23 ; OWEN, David, *Balkan Odyssey*, p. ix-xii ; ainsi que des notes prises lors de la lecture des auteurs suivants : Bougarel; Bunce; Cohen; Denitch; Garde; Lukic; Pavkovic; Ramet; Woodward; Zimmermann.

- Izetbegovic, Alija** Président de la République de la BiH (1990-1996). Il était un modéré qui croyait au maintien de la fédération yougoslave avec une certaine ouverture démocratique. Le tout afin d'éviter de voir le conflit s'étendre dans sa république. Toutefois, avec le temps il prit la route de l'indépendance de la BiH.
- Karadic, Rodovan** Le dirigeant du SDS ainsi que des Serbes de BiH durant la guerre de BiH. Il était un intransigeant qui supportait Slobodan Milosevic dans son plan de voir le maintien de la fédération yougoslave avec une forte centralisation du pouvoir. Il fut accusé de crimes de guerre et de génocide pour avoir orchestré le siège de Sarajevo, le massacre de Srebrenica ainsi que d'autres massacres dans les régions de la BiH.
- Kadijevic, Veljko** Ministre de la Défense de la Yougoslavie. Il supportait Slobodan Milosevic dans son plan de voir le maintien de la fédération yougoslave avec une forte centralisation du pouvoir.
- Klujic, Stjepan** Il fut nommé Vice-président de la BiH lors de sa prise en charge du HDZ-BH après les élections de 1990. Celui-ci remplaçant Dr Davor Perinovic qui lui était l'un des principaux chefs de la formation du HDZ-BH et son premier président.
- Krajisnik, Momcilo** Membre du parti SDS lors des premières élections libres de 1990 en BiH, Momcilo Krajisnik fut nommé Président de l'Assemblée de la BiH.
- Kucan, Milan** Président de la République de la Slovénie (1990-2002). Il croyait que la Yougoslavie devait passer par un système confédéral yougoslave plus souple avec une grande décentralisation et démocratisation. Toutefois, avec les divergences encourues lors des négociations, il optera pour la sécession de la Slovénie.
- Markovic, Ante** Il fut le dernier premier ministre de la République fédérale socialiste de Yougoslavie (1989-91). Il chercha à maintenir la Yougoslavie par la mise en place d'un programme de transition vers l'économie mixte et la démocratisation de la vie politique, mais ce fut un échec. Il croyait au maintien de la fédération yougoslave avec une certaine ouverture démocratique.
- Mesic, Stipe** Il fut le dernier président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (1991), une position qu'il a occupée pour une très courte période n'étant pas élu légitimement.
- Milosević, Slobodan** Président de la Serbie de mai 1989 en octobre 2000. Il fut accusé auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

de La Haye pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

- Mladic, Ratko** Commandant en chef de l'armée de la République serbe de BiH (VRS) pendant la guerre de BiH entre 1992 et 1995. Il fut accusé auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.
- Pelivan, Jure** Membre du parti HDZ-BH lors des premières élections libres de 1990 en BiH, il fut nommé Premier ministre de la BiH.
- Tito, Josip Broz** Président de la Yougoslavie dès sa fondation jusqu'à sa mort en 1980. Ayant dirigé la Yougoslavie avec une main de fer, il la laissa dans sa torpeur économique et politique qui favorisera sa dislocation et sa mort.
- Tudjman, Franjo** Président de la République de Croatie (1990-1999). Au départ, il était un modéré qui croyait que la Yougoslavie devait passer par un système confédéral yougoslave plus souple avec une grande décentralisation et démocratisation. Toutefois, avec les divergences encourues lors des négociations, il optera pour la sécession de la Croatie. Il fut accusé auprès du TPIY de La Haye pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, mais il est décédé avant leur mise en exécution.

Annexe 3: CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÈNEMENTS²⁵⁹

1974 Promulgation d'une nouvelle constitution qui viendra favoriser les Républiques aux dépens de la Yougoslavie.

1979 Début de la crise économique ayant un impact croissant avec les années sur le régime politique yougoslave. Le tout apportant le désir d'indépendance de certaines Républiques et provinces.

4 mai

1980 La mort du Maréchal Tito. Il fut remplacé par une présidence collégiale. La Présidence fédérale des ligues communistes était composée d'un représentant de chacune des républiques et provinces autonomes. À tour de rôle et pour un mandat d'un an, chaque représentant assumait la présidence de la Présidence collective.

16 mars

1989 Le Croate Ante Markovic est élu président de la Yougoslavie et met en place un programme de transition vers l'économie mixte et la démocratisation de la vie politique. Le tout débutera le 1er janvier 1990. Cette approche sera un échec surtout occasionné par le refus des Républiques et des provinces de la suivre.

6 décembre

1989 Slobodan Milosevic est élu président de la Présidence de Serbie par le Parlement serbe.

20-22 janvier

1990 Tenue du XIVE congrès de la LCY. La LCY finira par tomber lorsque la délégation slovène quitte la réunion après le refus de voir une trop grande centralisation du pouvoir se maintenir.

7-8 avril

1990 Premières élections libres en Slovénie : la victoire appartiendra à la coalition d'opposition DEMOS et apportera avec le temps sa complète souveraineté. Le Président de la République sera Milan Kucan.

²⁵⁹ La chronologie qui suit est basée principalement sur les événements entourant notre étude de cas tout en considérant notre questionnement de départ et notre hypothèse soulevée. Elle fut construite en utilisant notre cadre opératoire ayant un lien direct avec notre référent, les acteurs en cause ainsi que les discours s'y rattachant. Ainsi, cette chronologie des événements les plus pertinents à notre travail de recherche se base principalement sur les publications suivantes : BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 162-169; CAMPBELL, David, *National Deconstruction*, p. 57-60; Le Nouvel Observateur et Reporter sans Frontières, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie*, p. 33-57; LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave*, p. 561-582; OWEN, David, *Balkan Odyssey*, p. xiii-xxi.

22-23 avril

1990 Début des Premières élections pluralistes en Croatie : la victoire appartiendra à la Communauté démocratique croate de Franjo Tudjman qui finira par devenir le Président de la Croatie.

18 novembre

1990 Premières élections libres en BiH. Les partis nationalistes remportent la très large majorité des voix et des sièges (71 % des voix, 84 % des sièges). Ainsi, Alija Izetbegovic fut nommé président par la coalition formée du HDZ-BH, du SDA et du SDS.

16 mars

1991 Le Président de la Serbie, Radovan Milosevic, annonce que la Serbie n'est plus liée aux institutions fédérales de la Yougoslavie. Selon lui, « la Yougoslavie est finie. »²⁶⁰

19-20 mars

1991 Crise de la Présidence collégiale yougoslave, provoquée par la Serbie.

25 juin

1991 Proclamation de l'indépendance des républiques de Croatie et de Slovénie. La JNA interviendra en Slovénie et par la suite en Croatie pour que le conflit dégénère sur une bonne partie de la Yougoslavie.

Septembre

1991 Les Serbes de la Croatie et de la BiH installent des régions autonomes serbes (SAO) en BiH. Le tout apportera les premiers actes de violence devenant de plus en plus fréquents.

7 septembre

1991 Première rencontre de Lord Carrington pour définir un premier Plan de paix.

10 septembre

1991 La BiH invite la CE à envoyer des observateurs sur leurs territoires.

25 septembre

1991 Le Conseil de sécurité de l'ONU vote un embargo sur les ventes d'armes à destination de la Yougoslavie et des États qui en sont issus (S/RES/713). Ceci sera des plus problématique pour les membres du SDA qui n'ont pas d'Armée pour les aider dans leur cause.

²⁶⁰ LUKIC, Renéo, L'Agonie Yougoslave, p. 565.

15 octobre

1991 Le Parlement bosniaque réaffirme la souveraineté de la BiH; départ des députés serbes du SDS. Lors de cette rencontre, Radovan Karadzic affirme que « les Musulmans (Bosniaques) pourraient «disparaître» si la république cherche à proclamer son indépendance. »²⁶¹

10 novembre

1991 Plébiscite des Serbes de la BiH sur leur maintien en Yougoslavie. Une approche non en ligne avec le SDA et HDZ-BH.

7 décembre

1991 Avis de la Commission Badinter sur l'éventuelle reconnaissance des républiques issues de la fédération yougoslave.

9 décembre

1991 La Commission d'arbitrage de la CE déclare que la Yougoslavie est dans un processus de dissolution.

16 décembre

1991 La communauté européenne définit des critères pour examiner les demandes de reconnaissance des républiques souhaitant quitter la fédération yougoslave.

20 décembre

1991 La BiH dépose une demande de reconnaissance à la Communauté européenne (CE) afin d'accéder à l'indépendance.

15 janvier

1992 L'UE reconnaît la Slovénie et la Croatie, et demande à la BiH de tenir un référendum sur l'indépendance annonçant ainsi la fin de la Yougoslavie.

2 février

1992 Mate Boban remplace Stjepan Kljucic à la tête du HDZ (Communauté démocratique croate) de BiH.

21 février

1992 Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la création de la Force de protections des Nations unies (FORPRONU) comme moyen d'intervention dans le conflit yougoslave. Les premières opérations se feront en Croatie avant de glisser à l'intérieur de la BiH. (Résolution : 743)

²⁶¹ LUKIC, Renéo, L'Agonie Yougoslave, p. 567.

29 février -

1^{er} mars 1992 Référendum sur l'indépendance de la BiH. Le camp du oui l'emporte par 99 % des voix. Le SDS ayant appelé les Bosno-Serbes à boycotter le vote.

3 mars 1992 Proclamation de l'indépendance de la BiH par le Parlement bosniaque.

Mars 1992 Début des épisodes sporadiques de violence interethnique en BiH. Celles-ci dureront de 1992 jusqu'en 1995.

5 avril

1992 Manifestation pacifiste devant le Parlement bosnien à Sarajevo. Le tout dégénérera en conflit lorsque des tireurs embusqués, que l'on croit faisant partie de la garde rapprochée de Karadic, tireront sur la foule. Ceci représentant la dernière manifestation tenue par la population quant au maintien d'un processus de paix.

6 avril

1992 Reconnaissance de l'indépendance de la BiH par la CE. Début du siège de Sarajevo.

7 avril

1992 Reconnaissance de l'indépendance de la BiH par les États-Unis. Auto proclamation de la République serbe de BiH.

Avril 1992

Octobre 1995

Le conflit se généralise à la grandeur de la BiH.

12 octobre

1995 Entrée en vigueur d'un cessez-le-feu généralisé en BiH.

1er novembre

1995 Ouverture des négociations sur la crise yougoslave à Dayton (Ohio).

21 novembre

1995 Accords tripartis, institutionnels et territoriaux sur la BiH, conclus à Dayton (Ohio) entre les délégations serbes, croates et bosniaques.

14 décembre

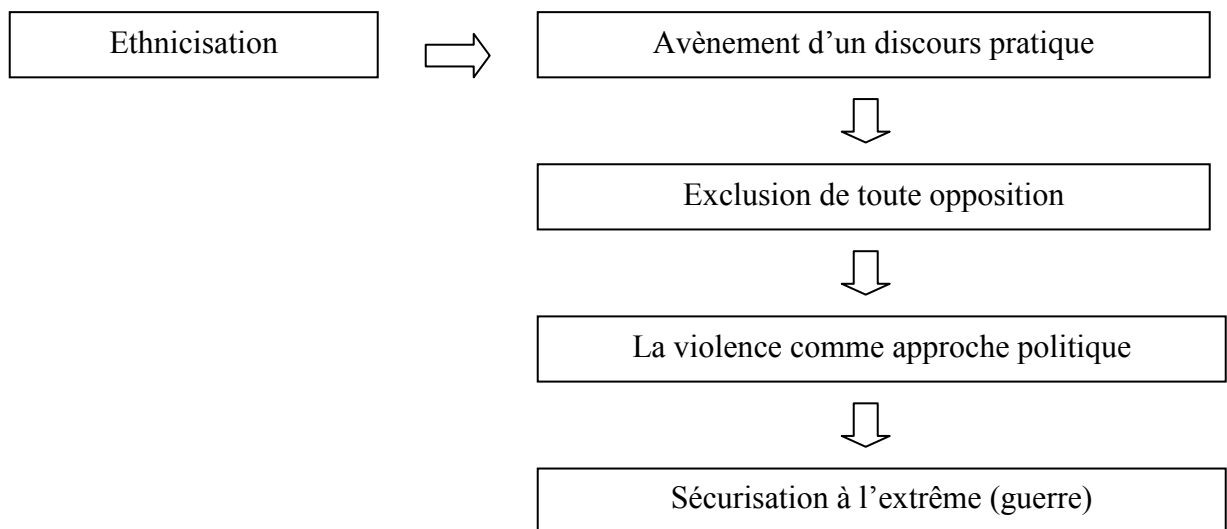
1995 Signature officielle et entrée en vigueur des accords de Dayton. Ces accords divisent la BiH en deux entités, la Fédération croato-musulmane et la République serbe possédant toutes deux leur autonomie politique.

Annexe 4: PLAN OPÉRATOIRE DE RECHERCHE

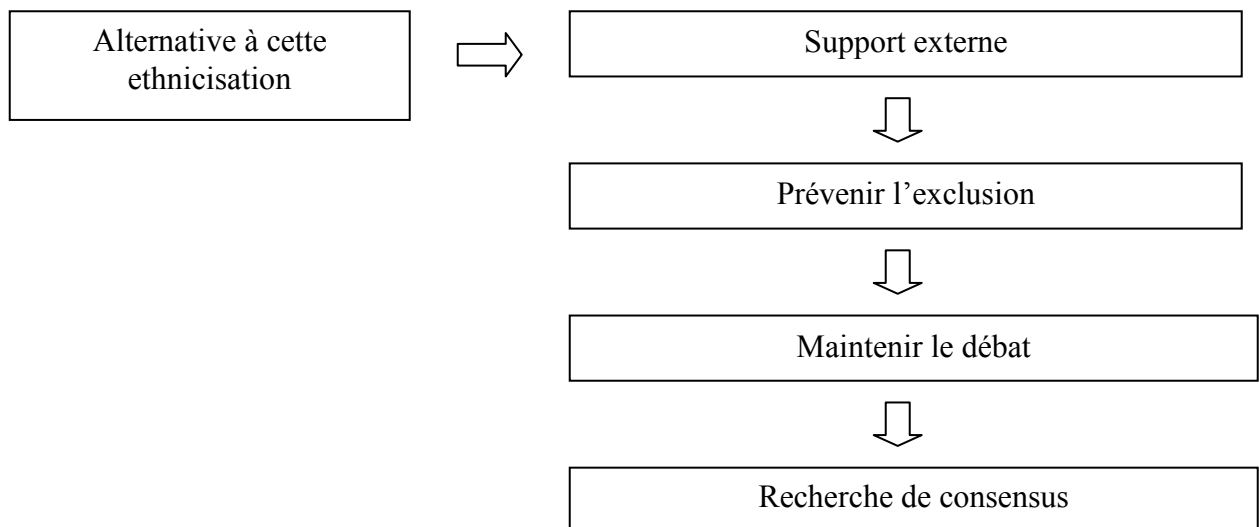
Trois événements qui ont conduit à la sécurisation plutôt qu'à la désécurisation :

1. La venue de partis nationalistes sur la scène politique.
2. La période de réaffirmation par le Parlement bosniaque de la souveraineté de la BiH.
3. La période entourant la proclamation de l'indépendance de la BiH qui suivit le référendum de février 1992 sans la participation serbe.

Sécurisation :



Désécurisation :



Annexe 5 : LISTES DES CARTES

Carte 1 : La carte de la région yougoslave et les pays l'entourant

Carte 2 : La carte de la Bosnie-Herzégovine

Carte 3 : Les nations et nationalités en Bosnie-Herzégovine

Carte 4 : Les accords de Dayton

Carte 1 : La carte de la région yougoslave et les pays l'entourant



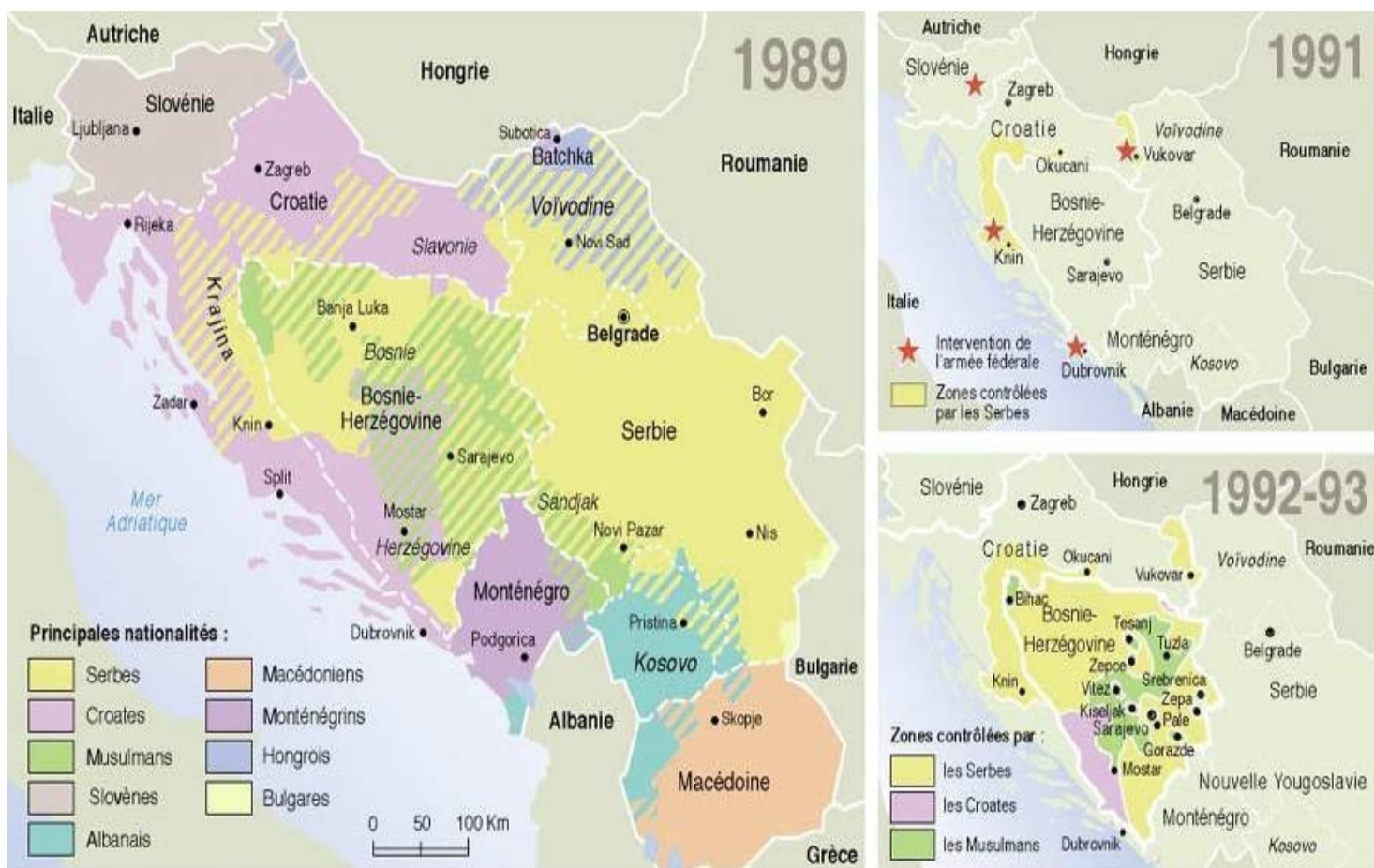
Source : BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 9.

Carte 2 : La carte de la Bosnie-Herzégovine



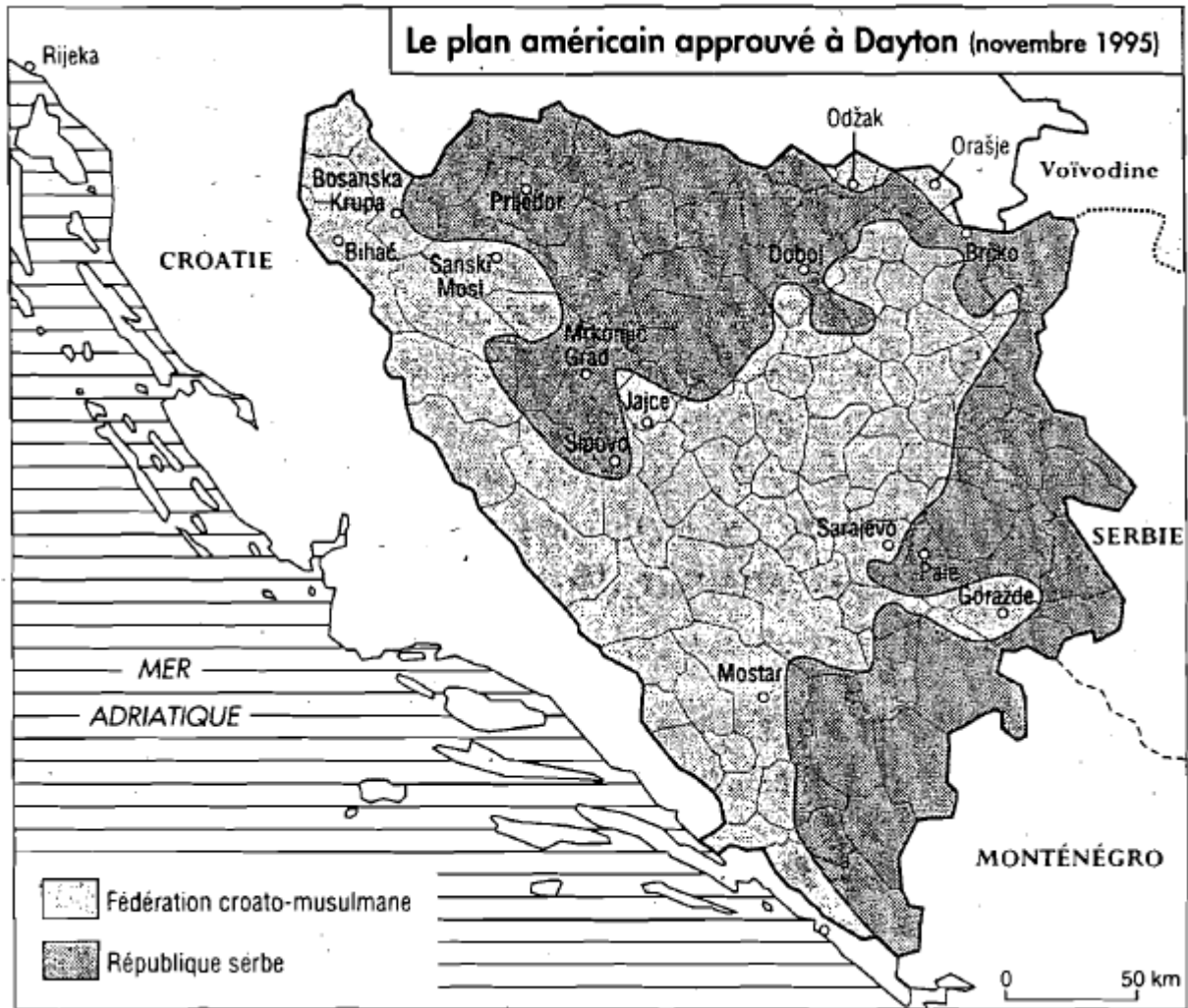
Source : LES BALKANS, http://www.jmrw.com/Abroad/Balkans/Mostar/Carte_Bosnie.htm, consulté le 3 octobre 2010.

Carte 3 : Les nations et nationalités en Bosnie-Herzégovine avant la guerre



Source : LE MONDE DIPLOMATIQUE, <http://www.monde-diplomatique.fr/IMG/jpg/artoff602.jpg>, consulté le 3 octobre 2010.

Carte 4 : Les accords de Dayton



Source : BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, p. 149.

Annexe 6 : LES DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ONU SUR LA BIH²⁶²

- S/RES/713 (1991)** Résolution du Conseil de sécurité du 25 septembre 1991 concernant le soutien aux efforts de paix, de l'assistance ainsi que la mise en place d'un embargo total sur les armes sur la République fédérale socialiste de Yougoslavie.
- S/RES/721 (1991)** Résolution du Conseil de sécurité du 27 novembre 1991 concernant la requête du Gouvernement yougoslave sur l'établissement d'une mission de maintien de la paix en Yougoslavie.
- S/RES/724 (1991)** Résolution du Conseil de sécurité du 15 décembre 1991 concernant l'envoi de quelques membres de l'ONU afin d'étudier la possibilité de déployer une opération de maintien de la paix.
- S/RES/727 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 8 janvier 1992 sur la mise en place d'un cessez-le-feu à Sarajevo et de l'envoi d'un groupe de 50 officiers de liaison pour promouvoir le maintien du cessez-le-feu.
- S/RES/740 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 7 février 1992 venant renforcer la mission du groupe de 50 officiers de liaison quant au plan de maintien de la paix des Nations Unies.
- S/RES/743 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 21 février 1992 sur la prise de décision de mettre en place la FORPRONU pour une période initiale de douze mois.
- S/RES/752 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 15 mai 1992 demandant un arrêt complet des hostilités, de toute tentative de changer la composition de la population ainsi que le retrait du JNA de la BiH.
- S/RES/753 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 18 mai 1992 concernant la recommandation de l'admission de la République de Croatie comme membre des Nations unies.
- S/RES/754 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 18 mai 1992 concernant la recommandation de l'admission de la République de Slovénie comme membre des Nations unies.

²⁶² RAPPORTS DE L'ONU, <http://www.un.org/french/docs/sc/scmissionsfr.htm>, consulté le 6 juin 2010; et RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, <http://www.un.org/fr/documents/scres.shtml>, consulté le 18 septembre 2010.

- S/RES/755 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 20 mai 1992 concernant la recommandation de l'admission de la République de la BiH comme membre des Nations unies.
- S/RES/757 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 30 mai 1992 concernant les mesures à prendre contre la RFY (Serbie-Monténégro) sous le chapitre VII.
- S/RES/758 (1992)** Résolution du Conseil de sécurité du 8 juin 1992 sur l'élargissement du mandat de la FORPRONU à la protection de l'aide humanitaire.

15. BIBLIOGRAPHIE

ARADAU, Claudia, Security and the Democratic Scene: Desecuritization and Emancipation, *Journal of International Relations and Development*, 2004, Vol. 7, pp. 388-413.

BOOTH, Ken, Security and Emancipation, *Review of International Studies*, Vol. 17, N° 4 (Oct., 1991), pp. 313-326.

BOUGAREL, Xavier, *Bosnie, Anatomie d'un Conflit*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, 176 p.

BUNCE, Valerie, *Subversive Institutions: the Design and the Destruction of Socialism and the State*, New York, Cambridge University Press, 1999, 206 p.

BURG, Steven and Paul SHOUP, *The War in Bosnia-Herzegovina: Ethnic Conflict and International Intervention*, London, M.E. Sharpe, 1999, 499 p.

BUZAN, Barry, *People, States and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold Era*, 2e éd., Colorado, Boulder Lynne Rienner Publisher, 1991, 393 p.

BUZAN, Barry, Rethinking Security after the Cold War, *Cooperation and Conflict*, 1997, vol. 32-1, p. 5-28.

BUZAN Barry, Ole WAEVER et Jaap DE WILDE, *Security: A New Framework for Analysis*, Colorado, Lynne Rienner Pub, 1998, 239 p.

BUZAN, Barry and Lene HANSEN, *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 364 p.

CALORI, Roland, Philosophie et Développement Organisationnel : Dialectique, Agir Communicationnel, Délibération et Dialogue, *Revue française de gestion*, n. 142, 2003.

CAMPBELL, David, *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998, 304 p.

CEYHAN, Ayse, Analyser la Sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres, Sécurité et Immigration, *Cultures & Conflit*, Numéro 31-32 (printemps-été 1998), p. 1-16.

CHARADAU, Patrick, «Le Discours Politique ou le Pouvoir du Langage», http://www.francparler.org/dossiers/pj/charaudeau_ciep_2007.rtf, consulté 25 septembre 2010.

CRAWFORD, Beverly and LIPSCHUTZ, Ronnie, Discourses of War: Security and the Case of Yougoslavia, *YCISS Occasional Paper*, No. 27, December 1994, pp. 1-25.

COHEN, Lenard, *Broken Bonds: Yugoslavia's Disintegration and Balkan Politics in Transition*, Colorado, Westview Press, 1995, 386 p.

COSKUN, Bezen B., Analysing Desecuritisations: Prospects and Problems for Israeli-Palestinian Reconciliation, *Global Change, Peace & Security*, Vol 20, No., pp. 393-408.

COX, Robert, «Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory», *Millennium*, 1981, 10, 2, pp. 126-155.

DAHL, Robert Alan, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1971, 257 p.

DENITCH, Bogdan, *Ethnic Nationalism: the Tragic Death of Yugoslavia*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1994, 229 p.

DZANA Net, Accords de Dayton, <http://www.dzana.net/91-accords-dayton.html#plans-de-paix>, consulté 18 septembre 2010.

FRIEDMAN, Francine, *Bosnia and Herzegovina: A Polity on the Brink*, New York, Routledge, 2004, 190 p.

FOUCAULT, Michel, «Dialogue sur le Pouvoir : Dits et écrits», 1954-1988 sous la direction de Daniel Defert et François Ewald avec la collaboration de Jacques Lagrange. Paris, Gallimard, 1994.

GAGNON, V.P., *The Myth of Ethnic War: Serbia and Croatia in the 1990*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 217 p.

GARDE, Paul, *Vie et Mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992, 444 p.

GUTMAN, Roy, *Bosnie : Témoin du Génocide* (traduction française de Michel Valois), New York, Desclée de Brouwer, 1994, 284 p.

HABERMAS, Jürgen, *Théorie de l'Agir Communicationnel, Vol. 1*, traduction de l'allemand par Jean-Marc Ferry, Paris, Fayard, 1987.

HANSEN, Lene, The Little Mermaid's Silent Security Dilemma and the Absence of Gender in the Copenhagen School, *Millennium - Journal of International Studies*, Vol. 29, No. 2, pp. 285-306.

INTERNATIONAL CENTRE AGAINST CENSORSHIP, *Forging War: the Media in Serbia, Croatia and Bosnia-Herzegovina*, London, Article 19, 1994, 272 p.

KALDOR, Mary, *New & Old Wars*, 2nd Edition, Cambridge, Polity Press, 2006, 231 p.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/otan/nouveaux-membres.shtml> , consulté le 18 septembre 2010.

LE MONDE DIPLOMATIQUE, <http://www.monde-diplomatique.fr/IMG/jpg/artoff602.jpg>, consulté le 3 octobre 2010.

LE NOUVEL OBSERVATEUR SANS FRONTIÈRES, *Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie : Purification ethnique et crimes de guerre*, Évreux, ARLÉA, 1993, 487 p.

LES BALKANS, http://www.jmrw.com/Abroad/Balkans/Mostar/Carte_Bosnie.htm, consulté le 3 octobre 2010.

LIPSET, Seymour Martin (Traduit de l'américain par Guy et Gérard Durand), *L'Homme et la Politique*, Paris : Editions du Seuil, 1963, 462 p.

LUKIC, Renéo, *L'Agonie Yougoslave (1986-2003) : Les États-Unis et l'Europe Face aux Guerres Balkaniques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2003, 613 p.

MALCOM, Noël, *Bosnia: A short History*, New York, New York University Press, 1994, 340 p.

MANSFIELD Edward D. and SNYDER Jack, Democratic Transitions, Institutional Strength, and War, *International Organization*, Vol. 56, No. 2, Spring 2002, pp. 297-337.

MANSFIELD, Edward and Jack SNYDER, *Electing to Fight: Why Emerging Democracies go to War*, Cambridge, Mass.: MIT Press, 2005.

MESSARI, Nizar, The State and Dilemmas of Security: the Middle East and the Balkans, *Security Dialogue*, 2002, Vol. 33. No. 4, pp. 415-427.

MIHAJLOV, Mihajlo, Can Yugoslavia Survive?, *Journal of democracy*, Vol. 2, No. 2, Spring 1991, pp. 79-91.

MORGENTHAU, Hans, «Political power,» (chapitre 3), *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*,. McGraw-Hill Inc., 1993, pp. 3-49.

NAVON, Emmanuel. «The Third Debate Revisited», *Review of International Studies*, 27:4, October 2001, p. 622.

O'DONNELL, Guillermo and Philippe SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, 81 p.

ONU, Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours, <http://www.un.org/fr/members/growth.shtml>, consulté le 18 septembre 2010.

OPÉRATION DE PAIX, <http://www.operationspaix.net/>, consultée le 18 septembre 2010.

OWEN, David, *Balkan Odyssey*, New York, Harcourt Brace, 1995, 389 p.

PAVKOVIC, Aleksandar, *The Fragmentation of Yugoslavia: Nationalism and War in the Balkans*, New York, St. Martin's Press, 2000, 243 p.

POWER, Samantha, 'A Crime Without a Name' and 'The Crime with a Name,' in 'A Problem from Hell': America and the Age of Genocide, New York, Basic Books, 2002, 620 p.

RADAN, Peter, The Badinter Arbitration Commission and the Partition of Yugoslavia, *Nationalities Papers*, vol. 25, no. 3, 1997, pp. 537-557.

RAMET, Sabrina, *Balkan Babel: the Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to Ethnic War*, Colorado, Westview Press, 1996, 354 p.

RAMET, Sabrina, *The Three Yugoslavias : State-Building and Legitimation*, Washington, D.C. : Woodrow Wilson Center Press, 2006, 817 p.

RAMET, Sabrina, *Thinking About Yugoslavia: Scholarly Debates about the Yugoslav Breakup and the Wars in Bosnia and Kosovo*, New York, Cambridge University Press, 2005, 328 p.

RAPPORT DE L'ONU, <http://www.un.org/french/docs/sc/scmissionsfr.htm>, consulté le 6 juin 2010.

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ,
<http://www.un.org/fr/documents/scres.shtml>, consulté le 18 septembre 2010.

ROE, Paul, Securitization and Minority Rights: Conditions of Desecuritization, *Security Dialogue*, Vol. 35, No. 3, 2004, pp. 279-294.

ROSIÈRE, Stéphane, *Le Nettoyage Ethnique : Terreur et Peuplement*, Paris, Édition Ellipses, 2006, 297 p.

SILBER, Laura and Allan LITTLE, *The Death of Yugoslavia*, London, Penguin Books, 1996, 400 p.

WAEVER, Ole, «Securization and Desecuritization», in Ronnie D. Lipschutz (dir.), *On Security*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 47-86.

WAEVER, Ole, The EU as a Security Actor: Reflections from a Pessimistic Constructivist on Post-Sovereign Security Orders, in Morten Kelstrup & Michael Williams, eds, *International Relations Theory and the Politics of European Integration: Power, Security, and Community*, London, Routledge, 2000, pp. 250-294.

WILLIAMS, Michael, Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics, *International Studies Quarterly*, Vol. 47, No. 4 (Dec., 2003), pp. 511-531.

WOODWARD, Susan, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington, D.C.: Brookings Institution, 1995, 536 p.

ZAKOSEK, Nenad, «Democratization, State-Building and War: The Cases of Serbia and Croatia», *Democratization*, Vol. 5, No. 3, June 2008, pp. 588-610.

ZIMMERMANN, Warren, *Origins of a Catastrophe: Yugoslavia and its Destroyers - America's Last Ambassador Tells What Happened and Why*, New York, Times Books, 1996, 270 p.